

**280 F**

Algérie, 2 00 ; Maroc, 2,30 sfr. ; Tunisie, 220 m. ;  
Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique,  
20 fr. ; Canada, 5,50 ; Congo-Ingrais, 285 F GA ;  
Danemark, 17 kr. ; Espagne, 5,50 ; États-Unis,  
Bruc. 40 ct. ; Iran, 122 kr. ; Irlande, 50 p. ;  
Italie, 600 L. ; Liban, 225 p. ; Luxembourg, 20 L. ;  
Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal,  
60 esc. ; Roumanie, 240 F GA ; Suède, 4,50 kr. ;  
Suisse, 1,20 fr. ; Turquie, 100 L. ; Yougoslavie, 36 sfr.

Tout les abonnements page 8

**S. ROUS DES ITALIENS**  
7527 PARIS CROIX ROUGE  
C.C.P. 6297-23 PARIS  
Téléx Paris 06 658372

**Tél. : 246-72-23**

## Le socialisme et la liberté

Trente-cinq ans après, le Front populaire conserve sa valeur de mythe alors que ses réalisations sociales sont aujourd'hui unanimement admises.

des groupes de  
 planifient le nouveau  
 La voiture de M. Mi-  
 du centre du car-  
 des cavaliers de la  
 ad, présentent le sabre,  
 and, serré le matin de  
 "Wah!, puis celle de  
 chives, puis celle des  
 les marches. Les deux  
 ment dans le palais.  
 qu'ils s'entretenaient  
 des, les invités arrivent  
 Le soir de T3, note que  
 première fois que l'on  
 de socialistes dans la  
 "socialistes", mais ajoute :  
 "L'ancien ministre, France  
 (lire la suite)


[illegible]

face de l'événement non plus  
par une complète nouveauté  
second président de la IV<sup>e</sup> ré-  
publique n'avait pas pris des posi-  
tions aussi tranchées, mais René  
apartenait à une formation poli-  
tique qui n'avait pas voté la Constitu-  
tion qu'il avait mission de défendre.  
Tout, en se portant, dès 1986, à  
la tête de cette formation, M. Fra-  
nk-Méranda marquait, sans équivo-  
que, son engagement à défendre  
qu'il s'inclinait devant le découps  
suffrage universel. Ce faisant,  
il contribuait à élargir la ques-  
tion constitutionnelle.

rescapés des ghettos, des pogroms des tannins et de la misère de ses pays d'Europe, n'ont pas l'allure triomphante de pionniers mourant, armés, à la conquête de l'Ouest, dans des chariots béchés que guidaient les Indiens. Cette image saisisante de l'immigration n'est pas placée au début du film de Michéle Climo, mais elle indique un renversement de la mythologie, dans toutes les valeurs spectaculaires et morales du western, genre américain par excellence, qui s'est adapté, depuis plus de quarante ans, aux remous profonds de la société américaine.

**JACQUES SIGLIER.**  
(Lire la suite page 34.)

**LILIANE SICHLER**  
**Les vacances de Pâques**  
**ROMAN**



**UNE FEMME  
VACANCIERE  
EN LITTÉRATURE  
PAR  
LITTÉRATURE  
CONTEMPORAINE  
DE LA FIN  
DU XIX<sup>SIÈCLE</sup>  
AU XX<sup>SIÈCLE</sup>  
PAR  
LITTÉRATURE  
CONTEMPORAINE  
DE LA FIN  
DU XIX<sup>SIÈCLE</sup>  
AU XX<sup>SIÈCLE</sup>**



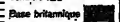
grecs, produisant au ralenti. On fait venir, dès 1973, pour les mettre en valeur, des turcs du sud-est de l'Anatolie, qui travaillent comme « travailleurs saisonniers ». Les Chypriotes grecs valaient pour leur part à quarante mille le nombre de ces « colons d'Anatolie » qui ont, entre autres torts, celui de brouiller les statistiques démographiques et de fausser toute l'évaluation sur le parage du territoire. Combien d'entre eux sont-ils ? Aucune donnée rigoureuse ne permet d'avancer un chiffre avec certitude. Mais les

rait au fait faire les trêles d'une attitude intranquillante sur la question nationale que le grand mécontentement de la population d'un certain groupe de nos intranquilles. « Soit on rejette l'immigration, soit on l'accepte comme un fait accompli, et cette dernière attitude est la seule qui nous sauvera de la faillite. » Les associations intercommunales ne sont qu'une parodie par le fait que les associations de la région ont l'air de se poser le vrai problème, celui de l'occupation, au profit de questions de détail comme le problème constitutionnel ou territorial. Les associations de la région ont en apparence, qu'il faut dire M. Lysardière, qu'ils n'avaient,

La campagne va bon train. Les quotidiens se multiplient. Chacun participe au débat, au nom d'un anticommunisme ou d'un antifascisme réduits à leur plus simple expression, ou sous l'influence du facteur personnel qui joue à plein.

Dans les restaurants de Nicosie, on s'emporte, on parle. « Nous allons gagner », lance un partisan de M. Clerides. « Vous avez gagné en 1974, quand nous avons perdu la moitié de Chypre », lui répond-on. Si vous gagnez aujourd'hui nous perdrons tout. Tu neus donc tort avec les Turcs ? » Raccourci audacieux, mais assez révélateur des craintes qu'inspirent à de nombreux Chypriotes grecs le retour sur la scène politique de M. Clerides.

**Prochain article :**  
**UN TOURNANT  
DANS LES NÉGOCIATIONS  
INTER-COMMUNAUTAIRES ?**



Tous les partis, sauf le DIKO, critiquent dans les mêmes termes la politique économique du gouvernement. Inflation, déficit de la balance des paiements apparu pour la première fois en 1980, caractère artificiel du « miracle » économique. Tous critiquent les inégalités sociales et les dépenses militaires. Des mesures de redressement à prendre, avec une désinflation démagogique qui ne trompe pas : les oliviers ne se dessèchent pas car la véritable cause n'est pas le climat méditerranéen mais le social. Il est encore dans la façon d'appréhender l'avenir de

doments dominés par le pouvoir militaire, qui, hélas, du Nord sont contestés par l'opposition chypriote turque. Là aussi, cette implantation devient un peu plus définitive chaque jour.

Autre image de Chypre enfin, celle d'une carte : un petit bout de terre à l'extrême est de la Méditerranée, entre les côtes turques, libanaises et syriennes a été la vue l'Union soviétique a portée de missiles, le canal de Suez des deux dernières mille habitants dont le Cérin reste étroitement lié à ceux de la Grèce et de la Turquie, au front est de l'alliance atlantique.

M. Leduc, pourtant, ne ménage pas le chef de la droite : « Il a derrière lui les droites des événements de 1974. Il prime une idéologie fasciste et nationaliste, qui est très dangereuse, car l'Europe n'est pas une nation, mais un État où coexistent deux grandes nations : la France et l'Allemagne ». M. Clément, lui, est vrai, à derrière lui l'extrême droite la plus dure et ne s'en défend pas. C'est là un des principaux reproches que le puissant parti communiste (ARL) adresse au gouvernement : « Les politiques de 1974 n'ont pas été faites pour nous dit son secrétaire général M. Papalouan, et ils sont en train de reprendre du poil de

**Désormais, le jour de L'Express  
c'est le vendredi.**

**RÉALISE CHAQUE SEMAINE**  
**UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE**  
spécialement destinée à ses lecteurs  
résident à l'étranger  
*Exemplaire spécimen sur demande*

LE CAS  
CÉLÈBRE DE FREUD  
OBHOLZER  
relations avec  
comme aux loups  
de Michel Schneider  
comme aux loups  
psychanalystes  
par lui-même  
écrits et présentés par  
GARDINER  
ance de L'Inconscient  
Gallimard

pas le charisme. M. Kyrillanton n'a pu enrayer les mouvements divergents au sein du parti depuis l'été. Les autres l'ont quitté pour créer des groupes sur la droite du DIKO (Union du Centre, de M. Tasos Papatopoulos; Nouveau Groupe démocratique, de M. Kostas Karamanolis; sur la gauche (parti de M. Sofianos). On estime généralement que le DIKO, loin derrière le P.S.I. et le Rassemblement démocratique, est le plus faible des régimes parlementaires du gouvernement d'aujourd'hui. On ne peut pas responsable d'être l'Assemblée, mais de M. Kyrillanton l'otage de l'un ou de l'autre.

Le chef du groupe parlementaire du DIKO, M. Ladak, se

«... électoral, score qui s'est avéré obtenu en 1976, a soutenu Mr. Makris, mais, quand il le faisait, M. Kyriakides, qui est un homme d'exception, la priorité de la question nationale dans la vie politique. Il n'est pas étonnant que la transformation socialiste de la société, mais seulement quand elle est possible, est le thème de l'hydre sera seulement », déclarait Kyriakides, « et le langage ne se rident que lorsqu'il en prend à l'imperialisme américain. »

Quant au parti socialiste, qui disposait jusqu'à maintenant de deux sièges à l'Assemblée, il a refusé de payer le style de son adversaire, et a décidé de se présenter davantage comme un mouvement brillant et volontiers révolutionnaire, voire extrême, qui ne renonce à rien. Il pour-

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

Dans une lettre adressée, le 5 août dernier, à l'Association des amis de la République de Chypre, M. François Mitterrand exprimait le sympathisme de la France pour les «*jeux*» et les causes qui ont pour elles l'avantage du droit.

«*Les violations des principes qui permettent aux États de co-exister constituent un danger pour la paix internationale*», déclarait M. Mitterrand. Ces principes qui ont pour nous, droits de l'homme, droits des peuples à se décider eux-mêmes, sont en jeu dans les affaires des autres, notamment négocié des différends.

«*La France appuiera à Chypre depuis sept ans.*»

Si les Français veulent bien s'accorder leur confiance, je me suis efforcé, à titre de membre du Parlement, de leur apporter quelques connaissances, de leur redresser d'une solution négociée à ce problème. Mais il est évident que la France ne peut pas se laisser questionner d'engager la crédibilité morale et diplomatique de la France sur une affaire qui n'est que celle du droit des gens.

A 6 heures la résolution 2212, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale des Nations unies, le 17 novembre 1974, est parvenue à la présidence du Conseil. Elle est la première d'elle implique un retour à une situation permettant aux deux camps de discuter librement des questions de leur contentieux sans impliquer ni arrière-pensée.

Elle entend la France ne pas reconnaître l'existence d'un régime d'occupation. Pourvu qu'il ne dissimule ni les parties en cause, et les particulièrement le Turc, ni les intérêts en jeu, elle ne saurait pas à faire connaître son attitude aux intéressés et à leur donner l'occasion de se faire entendre de la France à la fin d'initiatives conjointes permettant de l'indiquer plus.

Les problèmes très importants de la région sont relatifs à la distribution de deux mille Chyriotes, comme ceux touchant à l'indépendance des Français établis en 1974. Il faut l'objet d'un accord de coopération avec la part du gouvernement.

[illegible]

### De notre correspondant

Ils sont accusés par le substitut du procureur général de Milan d'exportation illicite de capitaux, d'abus de confiance et de détournement de fonds. Ils ont été accusés de l'achat d'actions du Crédit de Varsoie et des assurances TORO en Suisse, d'un délit fiscal de 27 millions de lires. Le 17 novembre 1934, les juges ont condamné 1.119.934 actions des assurances TORO au prix unitaire de 35.000 francs, à la restitution à la Bourse d'un total de 37.713 lires.

## ADDÈS BOBBY SANDS ET FRANCIS HUGHES

[illegible]

## LA POLEMIQUE SUR LE BUDGET DES ARMÉES

### De notre correspondant

[illegible]

### De notre correspondant

Parmi les hommes politiques, on trouve M. Pietro Longo, secrétaire général du parti communiste, le chef du groupe parlementaire socialiste, Labriola, quelques députés démocrates-chrétiens, le député socialiste Fiori, quelques personnalités néo-fascistes comme le général Mili, et quelques représentants des radicaux. Cent soixante-quinze hants grades de l'armée, dont la quasi-totalité de l'Etat-major de l'Armée italienne, ainsi que presque toute la direction des services secrets. D'importants fi-

siennes avait fait pression pour qu'elle liste soit publiée : pensait-elle que l'opposition, même la plus radicale, ne se souviendrait pas des partis solennels représentés habituellement dans le développement de l'adversité ? Elle n'est pas venue à bout de la tâche qu'elle s'était assignée, mais elle a fait un pas de plus vers la réalisation de son projet. Elle a fait un pas de plus vers la réalisation de son projet.

— M. S.

DANS UN OUVRAGE QUI CIRCULE CLANDESTINEMENT

### De notre correspondante

Interrogés individuellement — et ne sachant pas qui d'autre serait sollicité pour collaborer à l'enquête, — les soixante-dix-sept intellectuels ont tous admis que Bibó n'était pas un traître, mais

Geileri, Meszöly, Tordai, Varga, a Vargyas seraient peut-être « récupérables », estiment ces analystes.

ISABELLE YICHNIAC.

## CONDAMNATION D'UN CROATE

[illegible]

150, avenue du Roule, à  
NEUILLY-S.-SEINE

10 à 12 h 30 et 15 à 19 h 30

**ET DU JAPON**

Ivoires et pierres  
d'une coalition

### Garantis fait main

**ACHAT-VENTE-EXPERTISE**  
ouvert dimanche

douloureux et incompréhensibles. Nous considérons la propagande dirigée contre Solidarité comme étant anti-polonaise et comme n'ayant rien de commun avec l'objectivité et l'éducation des nations dans l'esprit de l'internationalisme. »

Enfin A.D.N. affirme qu'un nombre croissant de membres du parti attendent de celui-ci une réponse claire sur la façon dont il est possible de battre les forces antisocialistes et de remettre en œuvre l'indépendance et la souveraineté nationale. « *Le spectre antisocialiste* » d'un nombre croissant de Polonais quant à l'avenir de leur pays. Évoquant notamment le « spectre menaçant du chômage », elle brosse, chiffres à l'appui, un tableau sombre de la dégradation de la situation économique intérieure, dont elle rend responsable « la activité destructrice »

### Après le retour des deux Français expulsés de Prague

Les deux jeunes Français, M. Gilles Thonon et Mlle Françoise Anis, expulsés, mercredi 10 mai, de Prague, dans l'après-

Dans la journée, la même conclusion avait été tirée par les organisateurs d'une conférence de

[illegible]

**ISTH**  
Centre  
AUTUIL DEPUIS 1953 TOLLAC  
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES  
ET TECHNIQUES HUMAINES  
**SCIENCES PO**  
PRÉPARATIONS INTENSIVES  
de VACANCES  
Entrée en A.P.  
Entrée directe en 2<sup>e</sup> année  
AUTUIL 65, Av. Leon Hecquy  
75016 Paris Tél. 224 10 72  
TOLLAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris  
Tél. 535 59 35





# PROCHE-ORIENT

LA TENSION SYRO-ISRAËLIENNE

## Les chances de la médiation américaine semblent s'accroître

Recevant à Damas un groupe de journalistes américains, le président Assad a critiqué, mercredi 20 mai, la mission de M. Philip Habib, «missaire du président Reagan au Proche-Orient». Il est difficile pour nous, a-t-il déclaré, de dire avec précision à quel va aboutir la mission de M. Habib. Mais à part les exigences absurdes des Israéliens, aucune proposition spécifique ne nous a été faite jusqu'à présent.

Le chef de l'Etat syrien a souligné que des forces «se trouvent au Liban à la demande des autorités légitimes libanaises». «Nous ne faisons que nous défendre, a-t-il ajouté, alors qu'Israël prétend que nous avons violé ce droit de soulever une fois de plus que ces armes (les missiles) sont défensives. Elles ne peuvent frapper des cibles en Israël, le veut que cela soit bien clair».

De notre correspondant

Ces déclarations contradictoires continuent, semble-t-il, de faire partie de la guerre des nerfs à laquelle se livrent les dirigeants israéliens et syriens.

Sur un autre plan, les dirigeants israéliens ont annoncé comme un signe de bonne volonté la déclaration du 20 mai par le gouvernement syrien d'accepter le renouvellement du mandat des «casques bleus» stationnant sur le plateau du Golan. Leur dernier mandat de six mois devait arriver à échéance à la fin de ce mois-ci.

Les Syriens ont, toujours attendu le dernier moment pour donner leur accord. Or cette fois ils ont fait connaître leur acceptation plusieurs jours avant.

M. Begin a mis l'accent sur l'identité de vues qui existe entre le gouvernement de Washington et celui de Jérusalem. A ce propos, dans les milieux politiques israéliens, on a noté que les Américains voulaient de faire

preuve de «compréhension» envers Israël en préparant un accord sur la constitution d'une force internationale de contrôle dans le Sinaï en prévision du retrait total des troupes israéliennes en avril 1982 aux termes du traité de paix syro-israélien. Depuis plus d'un an, de très difficiles négociations à ce sujet ne pouvaient pas aboutir. Washington manifestait jusqu'à présent des réticences, car il apparaît que cette force devra être composée essentiellement d'éléments américains, avec une éventuelle participation, dit-on, à Jérusalem d'unités canadiennes et australiennes. Le gouvernement israélien s'opposait et laissait entendre que le retrait définitif de son armée dans le Sinaï pourrait être remis en cause. Or après les discussions, ces derniers jours, à Jérusalem entre experts américains et israéliens un accord semble maintenant devoir être signé très prochainement.

Francis Cornu.

## Le conflit libanais pourrait «se transformer d'un jour à l'autre en cinquième guerre du Proche-Orient»

écrit la « Pravda »

De notre correspondant

Moscou. — Alors que l'agence Tass a annoncé l'arrivée à Moscou du roi Hussein de Jordanie pour les prochains jours la Pravda publie ce jeudi 21 mai un article de l'analyste spécialiste de la situation au Proche-Orient. Le conflit libanais menace «de se transformer d'un jour à l'autre en cinquième guerre du Proche-Orient», écrit le commentateur du journal pour les affaires arabes et la responsabilité en revient, selon lui, à Israël et à son allié américain.

Résumant les «déclarations bel-les et bien» de plus en plus péremptives de M. Begin, la Pravda se demande «de quel droit l'Etat d'Israël dicte ses conditions aux autres gouvernements». Après s'être arrogé le droit de contraindre les autres libanais et l'opinion arabe libanaise, elle rappelle que les unités syriennes se trouvent au Liban et en accord avec le gouvernement de ce pays et avec les dirigeants du peuple libanais.

Daniel Vernet.

Jérusalem. — Après de nombreuses entretiens avec M. Philip Habib, le premier ministre israélien a vivement dénoncé, dans la soirée du 20 mai, les «propos extrémistes» du président Assad et il a déclaré que de ce fait il n'était «pas encore évident» que les efforts diplomatiques par l'intermédiaire américain «poussent» pour des résultats positifs. Cependant le gouvernement, sur recommandation de M. Begin, a décidé une nouvelle fois d'accorder à M. Habib tout le temps nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

Dans l'entourage du diplomate américain on s'est estimé relativement satisfait, car, en dépit des jugements sévères de M. Begin, le président Assad a pour la première fois manifesté, le 20 mai à Damas, une relative confiance à l'égard de l'initiative américaine. Il s'agit là d'un changement de son appréciation selon les diplomates américains qui ont d'ailleurs partiellement considéré comme un signe «encourageant» les indications fournies par le secrétaire général du gouvernement israélien lors de la réunion du conseil des ministres. Celui-ci a souligné que venant d'être prises «des décisions destinées à empêcher les

La «compréhension» américaine

M. Begin s'en est pris au président Assad qui venait d'affirmer qu'il n'était pas de proposition américaine concernant des concessions territoriales. C'est absolument faux, a-t-il dit. M. Begin, en prétendant que la mission de M. Habib avait pour principal objet d'obtenir le retrait des missiles anti-aériens situés dans la Bezaa, se sert de ce prétexte pour insinuer que les Américains insistent sur les buts de la réduction des tensions. Plus M. Begin a affirmé que M. Habib n'aurait rien de la part d'Israël.

Algerie

LA FACILITE CENTRALE D'ALGERIE EST ROUVRETE.

Les cours ont repris dès le mercredi 20 mai, après sa fermeture, la veille (le 19 mai) du 21 mai, à la suite d'un incident. Le quotidien El Moudjahid précise que des incidents ont également éclaté, mardi, à Annaba et à Béjaïa et que des arrestations ont été opérées parmi les «perturbateurs». — (A.F.P., Reuters).

Thaïlande et en Chine. — (A.F.P., Reuters).

DEUX OFFICIERS DES FORCES ARMÉES D'UN CIVIL, accusés d'avoir préparé un «coup d'Etat» en juin 1980, ont été condamnés, mercredi 20 mai, par une cour martiale à des peines d'emprisonnement. A annoncé jeudi le quotidien Bangkok. Le journal a dit que les accusés de la démission, a précisé que le lieutenant-colonel Dittakul Awan a été condamné à dix ans de travaux forcés. Le lieutenant-colonel Kurnakul Khan et le capitaine Srisakul ont été condamnés respectivement à un et deux ans de prison. Ce jugement n'a pas été confirmé officiellement. — (A.F.P., Reuters).

de fructueux entretiens avec M. Deng Xiaoping et d'autres dirigeants chinois, est arrivé pour un séjour privé en Suisse, mercredi 20 mai, accompagné de sa femme et d'un de ses fils. Il a été accueilli par les représentants diplomatiques chinois à Genève. Après s'être félicité du soutien que lui apporte Pékin, dont il a dit avoir toujours été «un bon et fidèle ami», le prince Sihanoula a déclaré qu'il allait se rendre en France où il devait engager des pourparlers avec M. Bon San, président du Front national pour la libération du peuple khmer. — (Corbis).

populaires et le centre démocratique pour présenter avant les vacances un plan économique de relance applicable en 1982. Une partie des 1,6 milliards de couronnes nécessaires (quelques 4,5 milliards de francs) sera décaissée par des «réfournements de fonds et d'impôts», qui seront faits après les élections municipales de novembre prochain. En revanche, les projets de loi sur la réforme des abattements fiscaux et la participation des salariés aux bénéfices des entreprises ne seront pas examinés avant la fin de l'année. — (A.F.P.).

## A TRAVERS LE MONDE

### Bangladesh

LE ROI BAUDOUIN DE BELGIQUE a commencé, mercredi 20 mai, une «visite officielle» de quatre jours à Dhaka. Au cours d'un banquet offert en son honneur, il a exprimé ses préoccupations devant les graves disparités entre pays riches et pays pauvres. Le souverain doit se rendre ensuite en

### Danemark

LA CRUISE EST EVITEE : M. Jørgensen, chef du gouvernement, a assuré la démocratie à la suite de l'appel parlementaire névrosé. Il n'est pas d'accord avec les radicaux, les chrétiens

### Leos

UN SOLDAT CHINOIS A ETE TUÉ et trois autres ont été blessés lundi 18 mai, lors d'un incident armé sur la frontière entre la Chine et le Laos, a rapporté, jeudi 21 mai, le quotidien Le peuple à Pékin. — (A.F.P.).



Voici le Canon NP 120. Ce copieur est doté de nouveaux dispositifs pour réduire vos dépenses d'énergie.

Il n'y a pas à l'allumer. Il demeure toujours prêt à copier, sans consommer. Il n'y a pas de temps de préchauffage. Le NP 120 n'utilise pas la chaleur pour fixer l'image.

Pour ceux que cela intéresse, il utilise un système de pression à froid.

Dès que vous avez fini de copier, il s'arrête automatiquement. Prêt à repartir. Par rapport à un photocopieur traditionnel, cela peut économiser jusqu'à la moitié de votre dépense en électricité.

Il n'économise pas que l'énergie, il épargne aussi les efforts. Le NP120 produit 12 copies/minute dans tous les formats, du A5 (14,8 x 21 cm) au B4 (25,7 x 36,4 cm).

Il est alimenté soit par cassette, soit feuille à feuille pour les utilisations particulières.

Et enfin pour plus d'efficacité et de simplicité, il a un système de diagnostic intégré qui lui permet de signaler ce qui ne va pas. Canon NP 120. Il vous fera vraiment faire des économies.

**Canon**

**Canon NP 120**

**Notre solution à la crise de l'énergie.**

**A4**

Je souhaite recevoir plus d'informations sur ce copieur et sur les autres modèles Canon. Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement un exemplaire du prospectus Canon NP 120. Je vous prie de m'indiquer si vous pouvez m'envoyer ce prospectus par la poste ou par téléphone. Je vous prie de m'indiquer si vous pouvez m'envoyer ce prospectus par la poste ou par téléphone. Je vous prie de m'indiquer si vous pouvez m'envoyer ce prospectus par la poste ou par téléphone.

NOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

TELEPHONE : \_\_\_\_\_

LA 11 10

مكذاهن راصيل

\*\*\* LE MONDE - Vendredi 22 mai 1981 - Page 7

**Désormais, le jour de L'Express  
c'est le vendredi.**

**L'EXPRESS**

Canon

# AFRIQUE

## Les nouvelles options de la France inquiètent Pretoria

Les milieux officiels de Pretoria ont manifesté une « sourde inquiétude » en apprenant que M. Jospin s'était prononcé en faveur de sanctions contre l'Afrique du Sud dans le discours qu'il a tenu, mercredi 20 mai, à la conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud, réunie à Paris et ouverte en présence de M. Kofor, secrétaire général de l'O.U.A. (« Le Monde » du 21 mai). Pour sa part, M. Ntsema, président de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), a déclaré que la République Sudafricaine, « terroriste et raciste », avait « un ami à la Maison Blanche », une opinion partagée par

M. Pokela, président du PAC (Congrès panafricain d'Azanie), deuxième mouvement de libération sud-africain. Stigmatisant également devant cette conférence, qui se tient au palais de l'UNESCO, M. Wabdu El Bourd, représentant de l'OPAZP (Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole), a jugé « impérial » que la « communauté internationale dans son ensemble adopte des mesures contraignantes pour imposer un embargo pétrolier obligatoire » contre l'Afrique du Sud.

L'infériorité de l'attitude française annoncée par M. Jospin, à la veille de la prise de fonctions de M. Mitterrand,

devrait contribuer à réduire l'impact de la réunion, jeudi et vendredi à Washington des experts du « groupe de contact » occidental sur la Namibie (France, Grande-Bretagne, États-Unis, Canada, Allemagne fédérale). Ils se contenteront, sans doute, de prendre acte du « plan de paix » que devaient leur communiquer les Américains à la suite de la réception, à la Maison Blanche, du ministre sud-africain des affaires étrangères. Avant de pouvoir se prononcer sur ces propositions, les autres membres du « groupe de contact » devront désormais attendre de connaître la position officielle du gouvernement français (lire page 18).

Commissaires bancaires (sauf la B.N.P.) et les premiers grands groupes industriels (Rhône-Poulenc, C.G.E., Michelin, Thomson, C.S.P., Desmoulins-Breque, Grand Travaux de Marseille, Poulenc, Compagnie française des pétroles, Elf-Aquitaine, Air France, Lafarge, L'Oréal, etc.) exercent une activité en Afrique du Sud, soit directement, soit par l'intermédiaire de filiales de droit sud-africain. Les investissements réalisés dans ce pays par ces entreprises et d'autres « étrangers » ont atteint 8 milliards de francs. Il serait étonnant qu'elles abandonnent si facilement la concurrence britannique, américaine et occidentale, leur part d'un gâteau dont le rentabilité se situe, bon an mal an, à un niveau de 35 %.

PATRICE CLAUDE.

## LE CONFLIT SAHARIEN

### M. Guedira, conseiller du roi, envisage de revenir à Paris pour remettre un message de Hassan II au président Mitterrand

De notre correspondant

Rabat. — M. Ahmed Reda Guedira, revenu la semaine dernière à Rabat de la mission qu'il avait conduite depuis le 5 mai dernier en Allemagne fédérale, en Suisse, en Italie et en France, envisage de repartir bientôt pour Paris porter d'un message du roi Hassan II au président français Mitterrand, dans le cadre de la « vaste offensive diplomatique » lancée le 5 mai par le souverain en direction de quatre-vingt-dix pays. Le monarque avait chargé ses ambassadeurs d'expliquer la situation dans le nord-ouest de l'Afrique à la lumière de la menace libyenne, comme l'avait précisé M. Bonjean, ministre des Affaires étrangères, avant de partir pour le Canada, les États-Unis et le Mexique.

Conseiller du roi, M. Guedira s'était rendu à Paris à la veille de l'élection du 10 mai, et avait pu remettre son message. Il doit également retourner dans le nord-ouest de l'Afrique pour une première prise de contact avec le nouveau président français. Cette grande offensive diplomatique contre la Libye a été déclenchée après une réunion mouvementée du comité Al Qods (nom arabe de Jérusalem) les 23 et 24 avril à Fez : les ministres des Affaires étrangères avaient eu, en effet, à se prononcer sur la désignation d'un chef d'état libre et indépendant, à une mise en accusation du Maroc et de son souverain dans des termes jugés inadmissibles.

Cette offensive sous ses traits sera complétée cette semaine par l'annonce officielle du « coup de » du « mur » protégeant le « triangle noir » entre Souss et Bou-Craa, où se trouvent les gisements de phosphates. Le 20 mai, le roi Hassan II avait fait connaître en mars, il reste encore un espace vide entre Bou-Craa et l'Atlantique. La nouvelle avait été émise le 16 mai der-

## Tchad

### M. KAMOUQUE DEMANDE LE RETRAIT DES MILITAIRES LIBYENS

Les autorités nigériennes ont officiellement confirmé, mercredi 20 mai, que le président Shagari avait demandé au roi Hassan II pour rencontrer M. Goukouni Oueddei, président du gouvernement d'union nationale du Tchad (GUNT), le colonel Kadafi et M. Barre (Généralissime), pendant en exercice de l'Organisation de l'unité africaine. Ce petit sommet de l'histoire du 21 mai devrait durer une semaine.

Ampré, l'adversaire à des cadres tchadiens remis en situation dans leur capitale, le lieutenant-colonel Elongue, président du GUNT, a vivement critiqué les « accords » de la Libye sur le territoire tchadien. Il a également demandé le retrait de l'armée libyenne et son remplacement par des forces militaires nigériennes. Il a également demandé la mise en œuvre de l'implantation militaire et politique de la Libye sur le sol tchadien.

Par ailleurs, les quatre bandes du Front populaire pour le Tchad (Frontpop) — Conseil démocratique révolutionnaire, Forces armées populaires, Forces armées occidentales et Première armée — ont décidé de se réunir pour la première fois à la direction d'un commandement unique, le conseil national pour la révolution.

## ASIE

### Afghanistan

#### KABOUL TEXTE DE MOBILISER LES TRIBUS DANS LA LUTTE CONTRE LA RÉSISTANCE

Des chefs de différentes tribus afghanes ont tenu, pour la première fois, mercredi 20 mai, une réunion avec les responsables des différentes instances du pays à Kaboul, afin de discuter de leur représentation au sein d'un front national patriotique, en outre de formation. Cette rencontre a eu lieu alors que la plupart des membres de la tribu Sakab ont été tués ou capturés et sont arrivés au Pakistan récemment. Des membres du parti dirigé par le commandant Karzai ont refusé de reconnaître les dirigeants comme l'ordre en avait été donné.

Une vingtaine d'entre eux, emmenés au ministère de l'Éducation, s'en sont allés à New-Delhi, ont renvoyé leur carte, tandis qu'un arbitrage d'autres appartenant au ministère de l'Agriculture ont demandé à faire valoir leurs droits à la retraite ou à changer d'attribution. Le gouvernement éprouve des difficultés à renforcer les milices à la suite des déflections qui ont souffert les forces armées, et c'est pourquoi il tente de mobiliser les tribus.

Les participants à la réunion de Kaboul ont adopté une résolution appelant à toutes les tribus et villages, même que le clergé ou les chefs de tribu, à se joindre au mouvement de libération de l'Afghanistan. Ils ont également demandé au gouvernement de ne pas oublier les besoins de la population dans la voie de la révolution d'une nouvelle société et ont appelé à une dignité rigoureuse des dirigeants d'Afghanistan libre et indépendante.

À Moscou, l'hebdomadaire L'Internationale Gazette a fait état, mercredi 20 mai, de la démission d'un mois d'avril d'un Français, Jean-Paul Silve, que le journal a présenté comme étant un « double agent du chef rebelle Abdul Hakim », puis classiquement en Afghanistan pour y photographier les rebelles.

Johnstone et Les relations entre l'Afrique du Sud et la France ont toujours été raisonnablement bonnes. Et nous ne devons rien pour les changer », a déclaré cette semaine M. P. W. Botha, premier ministre sud-africain, en se refusant à commentar plus avant cet état qui apparaît dans les milieux officiels de la capitale, cependant on dissimule mal, en privé, une sourde inquiétude qui est encore amplifiée le mercredi 20 mai, dans la soirée après avoir pris connaissance des propos de M. Jospin (« Le Monde » du 21 mai).

Deux sujets préoccupent essentiellement l'Afrique du Sud : la Namibie et la coopération de Koeberg, près du Cap. Sur la question de la décolonisation du dernier territoire d'Afrique occupé par une puissance étrangère, le diplomate de Pretoria craint que la France membre du « groupe de contact » avec les États-Unis, le Canada, l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne, adopte une ligne plus dure, voire même se retire purement et simplement de ce groupe. Certains le souhaitent ouvertement en soulignant que, depuis l'arrivée de M. Reagan à la Maison Blanche, le sort de la Namibie se joue surtout entre Pretoria et Washington, les autres membres du « groupe de contact » ayant, selon les milieux officiels, « bien à offrir en échange de la bonne volonté sud-africaine ».

D'autres font valoir qu'un retrait français de la coopération à Koeberg, près du Cap, pose un autre problème à Pretoria. Construite par un consortium de sociétés françaises, hollandaises, grecques, françaises, etc.) donne par le groupe Creusot-Loire, c'est sur la liste sociale des sociétés nationales. Koeberg, qui a coûté 100 millions de dollars à la fin 1980, pour le premier milliard de 100 millions de dollars en 1983 pour le second. Si le contrat gouvernement français devait rapporter le personnel — ce qui semble peu probable aux investisseurs du pays — les sommes en jeu 19 milliards de francs. Pretoria pourrait peut-être faire appel aux Américains pour achever le projet, mais le retard serait sans doute très important.

### Un commerce florissant avec Paris

En revanche, le charbon sud-africain vendu à la France est exporté, comme à l'habitude, des frontières de l'Hexagone. En 1980, Pretoria a livré 3,2 mil-

# GALERIES LAFAYETTE

## Les Pierres du Brésil

PRÉSENTENT



Les Galeries Lafayette ont sélectionné pour vous un lot féérique de pierres précieuses, pierres fines et bijoux du Brésil : carnaval étincelant d'émeraudes, de topazes, de grenats, d'améthystes d'opales... de pierres taillées que vous pourrez même faire monter sur place, si vous ne préférez pas un bijou "fini" : bagues, pendentifs, colliers... montés sur or ou argent... Les mille facettes du Brésil sont à des prix "tous budgets", une brillante idée des Galeries Lafayette à l'occasion de la fête des mères.

**Galeries Lafayette**

## Le Monde

Abonnements : 3 mois 500 F, 6 mois 900 F, 12 mois 1 600 F. (Tous les prix sont en francs français, y compris la TVA à 5,5 %). Les abonnements sont payables d'avance. Les commandes doivent être accompagnées de leur règlement. Les abonnements sont envoyés par la poste. Les abonnements sont renouvelés d'office si le client n'a pas demandé leur résiliation. Les abonnements sont envoyés par la poste. Les abonnements sont renouvelés d'office si le client n'a pas demandé leur résiliation.





## Émotion

[illegible]

Le « peuple de Paris » était invité à se rassembler, jeudi après-midi, boulevard Saint-Michel et place du Panthéon, où M. François Mitterrand, entouré de personnalités, devait se recueillir sur la tombe de Jean Jaurès et celle de Jean Moulin.

Normalien, agrégé de philosophie, Jean Jaurès — qui était né le 3 septembre 1859 à Castres (Tarn) — avait commencé sa carrière comme professeur à Albi puis à Toulouse. Se définissant comme républicain libéral, il est élu aux élections générales de 1885. Admirateur de Gambetta et de Jules Ferry, il défend à la Chambre la nécessité d'une meilleure instruction et la situation des mineurs.

[illegible]

Né le 20 juin 1899 à Béciers (Hérault), Jean Moulin fut en 1926 le plus jeune sous-préfet de France. En juin 1940, il est préfet d'Eure-et-Loir, à Chartres. Les Allemands tentent de le contraindre à signer un document accusant les troupes françaises de crimes de guerre. Il refuse, est arrêté, et tente de se donner la mort en se tranchant la gorge avec des éclats de vitre.

parachuté dans les Alpes. Non sans difficultés, il mène à bien sa tâche en zone sud puis est zone nord.

Il retourne à Londres avec le général Delestraht. En février 1943, pour rendre compte de sa mission et propose la création d'un Conseil national de la résistance. La première réunion clandestine de ce conseil a lieu au 10 rue de Valenciennes à Paris le 27 mai 1943. Le 21 juin Jean Moulin est arrêté par le Gesteapo à Lyon, à la suite d'une dénonciation, et torturé par Klaus Barbie. Affreusement mutilé, mais n'ayant trahi aucun secret, il est jeté dans un train qui doit le conduire à Berlin. Il mourra au régime de la Gestapo. Ses cendres seront transférées au Panthéon le 19 décembre 1994.

## par JACQUES MADAULE

Il ne fut jamais quartier royal, ni même présidentiel. Mais il étoit et il demeure le quartier des écoles. On s'y peut occuper de morceaux d'antiquité Sorbonnaise, la répandre aux quatre coins de Paris, on n'y peut empêcher le Bouf Miché de rester l'allée des étudiants, principalement sur sa rive orientale, qui est aussi celle de la Sorbonne. C'est là quartier de la jeunesse qui étudie et qui s'exerce à penser. Dans un autre coin de la ville, pas si lointain, c'est là qu'aurait pris feu une véritable révolution, une révolution qui ne ressemblerait à aucune autre et dont il eût été fait un pro-

Les étudiants étrangers, dont le nombre et la variété étaient la gloire des universités françaises, étaient pourchassés et expulsés plus sévèrement encore que les travailleurs Entth, les chercheurs étaient instamment l'priés de se mettre au service des intérêts économiques, qui primaient tout.

Je pourrais continuer encore longtemps, car le palmarès de Mme Saurier-Seliot est incalculable. Mais, enfin, le quartier Latin aussi est libéré en ce jour du Français Mitterrand inauguré sa présidence, et c'est, entre autres choses, ce qui signifie cette amoncelle du boulevard Saint-Michel l'année même où nous

## Rue de Bièvre...

« Bonjour, monsieur le président ! » La journaliste a lancé son salut tranquillement, comme si les pages d'histoire s'écrivaient dans un style bon enfant. Et M. Mitterrand, qui a une manière d'avance sur l'horloge officielle, répond paisiblement : « Bonjour, madame ! », trahissant seulement à l'ère surprise en bissant ce retour de salutations : « Bonjour, madame ! »

Blère. Les Parisiens applaudissent, preuve à l'oeil cette fois. Le président est là. Il lève la main en signe de bonjour.

**LAURENT GREILSAMER.**

---

**LES DERNIÈRES AUDIENCES  
AU DOMICILE**

Pendant sa dernière journée avant son installation à la présidence de la République, le Français a été reçu par le ministre grec, a reçu 200 à recevoir à son domicile de la rue de Sèvres à Paris un certain nombre de personnalités. M. Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates Maurice Fauré, député de la Seine-et-Marne, a été nommé secrétaire national du P.S. et député de Seine-et-Marne, ainsi que M. Jean-Pierre Cot, député de Sarcelles, se sont succédés dans la matinée chez le président élu.

Un déjeuner de travail a suivi avec le ministre grec. Le député M.R.G. maire de La Roche-sur-Yon, Barouh Tazeff, M. Robert Badiguet et Mme Véronique Nieritz, secrétaire nationale in-

## Le général de corps

Le général de corps aérien Jean Saunder, qui commande depuis deux ans les forces aériennes stratégiques, a été désigné pour prendre les fonctions de chef de l'état-major particulier de la présidence de la République en remplacement du général d'armée Bertrand de Montaudou, qui occupait ce poste sous la présidence de M. Giscard d'Estaing.

Depuis dix-sept ans, le général de corps aérien Jean Saunder a été l'état-major particulier de : 1) Ellys n'avaient plus été attribuées à un officier général de l'armée de l'air, puisqu'il faut remonter

## Le général de corps aérien Jean Saulnier

Le général de corps aérien Jean Sauzet, qui commandait depuis deux ans les forces aériennes de la région, a été nommé pour prendre les fonctions de chef de l'état-major particulier de la région. Il a été remplacé au général d'armée Bertrand de Montaudou, qui occupait ce poste sous la présidence de la région.

Depuis dix-sept ans, les importantes fonctions de chef de l'état-major particulier à l'Elysée ont été confiées à des officiers généraux de l'armée de l'air, puisqu'il faut remonter au général de corps aérien Jean Seuthier, aujourd'hui cadre de réserve, pour retrouver un précédent. Le général Seuthier a été nommé le 25 décembre 1952 à la place du chef de l'état-major particulier au général de Gaulle à l'Elysée. Il a été remplacé par le général d'armée de l'air Jean de Lamoignon, puis par un officier général de l'armée de terre et, beaucoup plus

[illegible][illegible][illegible]

« Les difficultés commencent »

M. D. Didier, de Pont-d'Aous-  
son, nous écrit :  
Je lis dans le Monde du 13 mai  
un reportage fait à Château-  
Chinon, sous le titre « Enfin les  
ennuis commencent ».   
M. P. Georges met cette phrase  
dans la bouche de M. Mitterrand,  
qui s'enquiert de son auteur. Un  
journaliste présent suggère Léon  
Blum.  
En fait il y a là deux erreurs.  
La phrase exacte est « Enfin les  
difficultés commencent », elle

n'est pas de Léon Blum, mais de Bracke, député du Nord, aussi savant helléniste que gaudesiste convaincu. Sans doute Bracke est-il aujourd'hui bien oublié, mais l'occasion est favorable pour rappeler qu'il est le fils d'Alexandre Desrousseaux, l'auteur de l'immortel *Petit Quinquam*.

[Né en 1961, Bracke-Desrousseaux, disciple de Jules Guédon, a été député socialiste de la Seine et du Nord, secrétaire du parti socialiste de France, et de la S.P.I.O. ; il est mort en 1988.]

On entend déjà quelques applaudissements assourdis partir de boulevard Saint-Germain. Les spectateurs se précipitent vers l'entrée, et l'on pousse à l'arrière-plan, à gauche, le buste de Louis XVIII, qui se trouve devant le pignon de privilèges. Les spectateurs se précipitent vers l'entrée, et l'on pousse à l'arrière-plan, à gauche, le buste de Louis XVIII, qui se trouve devant le pignon de privilèges. Les spectateurs se précipitent vers l'entrée, et l'on pousse à l'arrière-plan, à gauche, le buste de Louis XVIII, qui se trouve devant le pignon de privilèges.

Pour, à trois fois moi en trois jours. Mon François Mitterrand a eu une réaction en deux fois celle de Pierre Mauroy. Il a également rencontré d'ailleurs l'après-midi Michel Nicole questionné. M. Pierre Bérégovoy, membre du bureau politique, secrétaire national du P.S. chargé des élections, dit après André Chardonnat, député de Seine-Saint-Denis, que Pierre Coïc récemment secrétaire national du P.S. « À deux reprises, en début d'après-midi et en fin de soirée, j'ai rencontré Mitterrand et j'ai pu constater que le président avait permis à nos hôtes quand même de serrer la main et dire quelques mots aux très nombreux badauds qui, en permanence, se reproduisent devant la porte de la Seine-Saint-Denis, et de la rue de Stieville. Le président leur a indiqué qu'il continuerait à habiter rue de Stieville, à l'Anjou ou bureau, et a dit tout en sous-entendant à l'étranger ».

général d'armée aérienne Gabriel Guillaumier, qui a été nommé à la réserve pour retrouver un président. Le général Guillaumier a été promu le 1<sup>er</sup> décembre 1952 à mai 1953, à la tête de la 1<sup>re</sup> division aérienne du général de Gaulle à l'Ellysée. Le poste est, étonnamment, revenu au sort à un officier général qui n'avait pas été promu auparavant, mais qui était, néanmoins, très rarement à un amiral.

Le général Saunier était, à toute manière, appelé à faire une carrière au sommet de l'armée de l'air. Il n'avait pas, cependant, obtenu le grade d'admiral, ce qui était très étrange pour le poste de chef d'état-major de l'armée de l'air lorsque son ministre, actuellement le général Guy Fleury, était un amiral.

On peut penser aussi que le tourage de M. François Mitterrand a pu jouer un certain rôle dans le choix du général Saunier. Le frère du président de la République, le général de Gaulle, avait dit à Mitterrand, « le directeur adjoint de sa campagne présidentielle ».

[illegible]

« Les difficultés »

M. D. Didier, de Pont-a-Mousson, nous écrit :

Je lis dans le Monde du 13 mai un reportage fait à Châteaubleau, sous le titre « Enfin les ennus commencent ». »

M. P. Georges met cette phrase dans la bouche de M. Mitterrand, qui s'enquart de son auteur. Un journaliste présent suggère Léon Blum.

En fait il y a là deux erreurs. La phrase exacte est « Enfin les difficultés commencent », elle

« Ils commencent »

n'est pas de Léon Blum, mais de Bracke, député du Nord, aussi savant helléniste que guesdiste convaincu. Sans doute Bracke est-il aujourd'hui bien nubilé, mais l'occasion est favorable pour rappeler qu'il est le fils d'Alexandre Desrousseaux, l'auteur de l'immortel *Petit Quinquam*.

[Né en 1861, Bracke-Desrousseaux, disciple de Jules Guesde, a été député socialiste de la Seine et du Nord, secrétaire du parti socialiste de France puis de la S.F.I.O. ; il est mort en 1935.]

# Les gra

# Les grands écrivains

# Aragon de à Zinoviev

## écrivent aujourd'hui dans Le Nouvel Observateur.

### Les écrivains face à l'engagement.

En 1981, la question de la littérature engagée reste brûlante et Le Nouvel Observateur n'est pas seul à se la poser, puisque l'ayant adressée aux écrivains les plus économes de déclarations, Catherine David a obtenu les réponses exceptionnelles de Louis Aragon, François Régis Bastide, Maurice Blanchot, Pierre Bourgeade, Michel Butor, Jeanne Champion, René Char, Jérôme Charyn, Hélène Cixous, Albert Cohen, François Couperin, Michel Deguy, Tony Duvert, Jean-Pierre Faye, Juan Goytisolo, Julien Gracq, Eugène Ionesco, Edmond Jabès, Alain Jouffroy, Danilo Kis, Milan Kundera, Jacques Laurent, Michèle

Manceaux, Claude Mauriac, Kate Millet, Yves Navarre, Robert Pinget, Maurice Pons, Angelo Rinaldi, Alain Robbe-Grillet, Denis Roche, Dominique Rolin, Claude Roy, Severo Sarduy, Claude Simon, Philippe Sollers, Philippe Soupault, Manes Sperber, Marie Susini, Michel Tournier, Alexandre Zinoviev.

**Pouvoir culturel : virage dangereux.**  
Par Jean Daniel, Jean-Toussaint Desanti, Guy Dumur et Jacques Julliard.

**Les éditeurs malades de leurs livres.**  
Crise de lecture ou crise d'édition ? Une grande enquête de Mathieu Lindon.







هكذا من لامل

## POLITIQUE

### « Merci Giscard, à bientôt »

La dernière manifestation officielle et publique de M. Valéry Giscard d'Estaing, mercredi soir 20 mai à l'Arc de triomphe, a pris le caractère d'un meeting politique. La défilé d'honneurs aux victimes de la guerre fut rapidement transformée en démonstration en faveur du candidat battu.

Le soutien du président avait été annoncé par un bain de foule sur les Champs-Élysées. Bien avant dix-huit heures, d'immenses groupes de supporters se pressaient place Charles-de-Gaulle au milieu des anciens combattants. M. Giscard d'Estaing dut accomplir une bonne centaine de mètres à pied sous les cris de « Giscard, Giscard », avant d'arriver sur les lieux de cette cérémonie traditionnelle. Les gesticulations de la revue des troupes et du dépôt de la gerbe de roses rouges étaient à peine accomplies que déjà montait de la foule l'air de Ce n'est qu'un au revoir. La sonnerie aux morts mit un terme à l'émotion. Les gens se dirigèrent vers les tribunes où se tenaient les plus proches du dernier chef des troupes triennes. On entendait en longues vagues au-dessus de la tête du président au paradis-vous. Ce costume bien vu et ce visage vivement souriant les assura d'un vent en ce dernier soir de septennat : tout un symbole !

Après la signature du livre d'or sur lequel M. Giscard d'Estaing écrivit un dernier mot, ce fut « la tournée » des poignées de main pour les porte-drapeaux, les anciens combattants et enfin de nombreux membres du gouvernement, ainsi que de certains ambassadeurs du P.C.F. élus de la rue de Marignan, comme M. Jean-François Deniau et Mme Monique Pelletier. Pour sa part, M. Pierre Bachevalier, l'un des plus proches du chef de l'État, le monde était ému. MM. Lecat, Chabanon, Mme Samier-Béty avaient les larmes aux yeux. M. Soreau pleurait presque. Le dernier rendez-vous sur la tombe du Soldat Inconnu se transforma en cérémonie d'adieu. Les adieux du président à ses troupes, à ses fidèles, à Paris.

Un même bain de foule, dans lequel M. Giscard d'Estaing se plongeait discrètement de sa poignée de main, geste amical, se plaçant aux embuscades et aux chaises de ses supporters, tandis que les cris de « Giscard, à bientôt » résonnaient dans cette même tourmente au milieu d'un service d'ordre défilé. On était chahuteux et nostalgique que M. Giscard d'Estaing se résolut à conclure comme à l'habitude en descendant sur quelques centaines de mètres les Champs-Élysées, entraînant à sa suite le cortège de ses administrateurs. Un remue-ménage de mai 1964, à la différence que, cette fois, la foule n'était pas cantonnée derrière des barrières métalliques. L'émotion perdurait après la montée majestueuse.

Stimulé par un cortège de 2 000 à 3 000 personnes se formant sur la partie droite de l'avenue et descendant celle-ci jusqu'au palais de l'Élysée, en faisant le tour de la victoire, en scandant des slogans, en exprimant des vœux pour les troupes triennes, en lançant des quolibets de bascule et d'auto-mobilisme. « La rue à la sonnerie d'adieu », déclara l'un des participants de cette manifestation improvisée qui vint briser sur les hauteurs de l'Élysée.

#### L'adieu à la garde

Après un dernier « au revoir », une foule immense autour d'un cortège officiel du chef de l'État, bon nombre de ses partisans dévalèrent l'avenue Malesherbes, où les gardes républicains trop occupés par les milliers de la cérémonie d'adieu qui devait leur être consacrée quelques instants plus tard, ne pouvaient rien pour les dissuader d'aller jusqu'aux abords du palais de l'Élysée. On ferma bien les grilles pendant quelques instants, mais elles furent vite ouvertes, et les milliers de partisans de M. Giscard d'Estaing, puis on les ouvrit à nouveau pour l'intervention de M. Michel Mooker, chef de cabinet de

M. Giscard d'Estaing. La foule s'aventura alors jusqu'au le gaver de la cour d'honneur, où attendaient les détachements de la garde républicaine pour un dernier honneur de M. Giscard d'Estaing.

L'Élysée, presque pris d'assaut, avec des manifestants perchés jusqu'en haut des arêtes saillantes de la façade. M. Giscard d'Estaing se balança, M. Giscard d'Estaing, l'émotion est sans doute immense. Il va même ébranlé le personnel du palais et encore moins les services de sécurité déjà dans l'attente du successeur.

Une atmosphère de veille d'armes régnait dans l'enceinte présidentielle après la clôture des jours précédents. Les oranges avaient disparu de la cour d'honneur et les douziers des armoiries, cinquante mille cartons ont été transférés aux archives nationales. « C'est la première fois, précise un communiqué de la présidence, que chef d'État remet l'ensemble de ses archives à l'État au terme de son mandat. » Cette « cession » commémorative au public dans toute sa

Pour conclure son septennat et cette dernière journée de présidence, M. Giscard d'Estaing, après avoir passé en revue les détachements de la garde nationale aux accents du Chant du départ, adressa un « élysée cordial » à ses gardiens, embrassa longuement leur drapeau tandis que les trois couleurs flottaient dans le ciel. Les drapeaux étaient remplacés par ceux d'une présidence s'achevait, une autre pouvait commencer.

M. Giscard d'Estaing monta dans sa voiture qui se fit, non sans difficulté, un chemin dans la foule avant de disparaître au bout de la rue de l'Élysée, emportant la vingtième présidence de la République. Évidemment, aux heures d'adieu, un service de la paix l'aura ; l'émotion, sous drapeau l'enfer, les choses restèrent normales.

MICHEL BOLLERICHARD.

## LOUIS PAUWELS

# Le droit de parler



CHRONIQUES

« Rien ne peut définir mieux Pauwels que d'affirmer qu'il est un homme libre. »

Extrait de la préface de J.E. Hallier

Albin Michel

## EMERAUDE & OR

VENIR VOIR CES MERVEILLEUSES PETITES BAGUES  
CHAUDE DE BELLES COULEURS, DE 2000 A 200000 F.  
9, 80 DES CAPUCINES - PLACE D'OPERA - 75001 PARIS.

JACQUES TOUL  
VOTRE AMI JOAILLIER

### En bref

● M. Eric Hoffer, secrétaire général du parti socialiste démocrate, qui était allé à M. Mitterrand avant le premier tour de l'élection présidentielle, a annoncé, vendredi 20 mai, la création d'une nouvelle fédération de la gauche démocrate et socialiste, connue en 1981, afin de regrouper les « réformistes » et « progressistes ».

● L'Association de solidarité franco-arabe, créée par M. Mitterrand, a annoncé, dans un communiqué, que son conseil d'administration réuni le 18 mai a adopté ses orientations. Le président François Mitterrand pour son élection. Elle souligne qu'elle a soutenu ardemment que le partenariat politique d'amitié et de coopération entre la France et les pays arabes et qu'elle soutient le droit des peuples à disposer de leur destin.

● L'élection de M. Mitterrand ne devrait pas modifier fondamentalement la politique de la France vis-à-vis du monde arabe, a déclaré en substance, mardi 18 mai à Bruxelles, M. Daillet, membre du comité exécutif de la Fédération de libération de la Palestine.

M. Daillet a estimé que « les grandes lignes de la politique française vis-à-vis du monde arabe sont définitivement fixées ».

● L'Association de solidarité franco-arabe, créée par M. Mitterrand, a annoncé, dans un communiqué, que son conseil d'administration réuni le 18 mai a adopté ses orientations. Le président François Mitterrand pour son élection. Elle souligne qu'elle a soutenu ardemment que le partenariat politique d'amitié et de coopération entre la France et les pays arabes et qu'elle soutient le droit des peuples à disposer de leur destin.

● L'élection de M. Mitterrand ne devrait pas modifier fondamentalement la politique de la France vis-à-vis du monde arabe, a déclaré en substance, mardi 18 mai à Bruxelles, M. Daillet, membre du comité exécutif de la Fédération de libération de la Palestine.

M. Daillet a estimé que « les grandes lignes de la politique française vis-à-vis du monde arabe sont définitivement fixées ».

● L'Association de solidarité franco-arabe, créée par M. Mitterrand, a annoncé, dans un communiqué, que son conseil d'administration réuni le 18 mai a adopté ses orientations. Le président François Mitterrand pour son élection. Elle souligne qu'elle a soutenu ardemment que le partenariat politique d'amitié et de coopération entre la France et les pays arabes et qu'elle soutient le droit des peuples à disposer de leur destin.

● L'élection de M. Mitterrand ne devrait pas modifier fondamentalement la politique de la France vis-à-vis du monde arabe, a déclaré en substance, mardi 18 mai à Bruxelles, M. Daillet, membre du comité exécutif de la Fédération de libération de la Palestine.

M. Daillet a estimé que « les grandes lignes de la politique française vis-à-vis du monde arabe sont définitivement fixées ».

● L'Association de solidarité franco-arabe, créée par M. Mitterrand, a annoncé, dans un communiqué, que son conseil d'administration réuni le 18 mai a adopté ses orientations. Le président François Mitterrand pour son élection. Elle souligne qu'elle a soutenu ardemment que le partenariat politique d'amitié et de coopération entre la France et les pays arabes et qu'elle soutient le droit des peuples à disposer de leur destin.



Pierre de Villard

le créateur des « Résidences de Célibataires » s'est implanté à Paris et renouvelle un programme à Lyon.

### Connaissez-vous ses résidences ?

Elles s'adressent à des célibataires, jeunes ménages, personnes seules ou investisseurs qui souhaitent acheter un petit appartement bénéficiant d'un certain nombre de services : chauffage central, eau chaude, ascenseur, parking, etc.

Studio à partir de 225 000 F.

### Pour mieux connaître

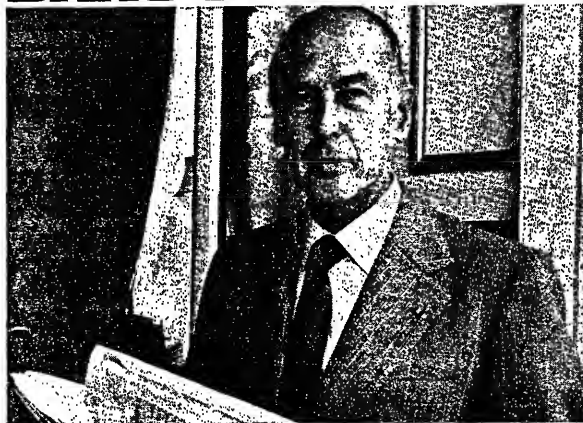
la résidence Célibataires 7 à Paris/Venise  
● Borne de vente sur place : à Venise. En bordure du parc des expositions de la Porte de Vincennes, Angle rue de la République du Marais (entre de 191). Tous les jours (sauf dimanche et dimanche) de 10 h à 19 h. Tél. 01 672 16 20.  
● Borne de vente sur place : à Lyon. En bordure du parc des expositions de la Porte de la Chapelle, Angle rue de la République du Marais (entre de 191). Tous les jours (sauf dimanche et dimanche) de 10 h à 19 h. Tél. 01 672 16 20.  
● Borne de vente sur place : à Lyon. En bordure du parc des expositions de la Porte de la Chapelle, Angle rue de la République du Marais (entre de 191). Tous les jours (sauf dimanche et dimanche) de 10 h à 19 h. Tél. 01 672 16 20.

هكذا من الامل

Dans ce numéro de  
**PARIS  
MATCH**

un entretien recueilli à Authon par Jean Cau

# **GISCARD PREMIERES CONFIDENCES DANS LA SOLITUDE**



*En décembre dernier j'ai su que je serais battu.  
Ce que j'avais entrepris méritait d'être poursuivi.  
Ils ont voté contre des maux que leur vote va aggraver.  
On saute... On ne sait pas dans quoi, mais on saute.  
Au moment où il fallait tenir, la France lâche.  
J'aurais pu démissionner il y a un an et me faire réélire.  
S'il fallait que je résume, je dirais "c'est trop bête".  
Un regret gigantesque... et une certaine mélancolie.  
A titre personnel, je dirai ce que je crois.*

Dans le même numéro:

## **LE CRIME**

Des photos inédites: le film de l'attentat  
contre le Pape

**PARIS MATCH LE POIDS DES MOTS LE CHOC DES PHOTOS**



La paille et le grain.

La paille et l'architecte.

**Flammarion**

La paille et le grain. L'abeille et l'architecte.

**Flammarion**

# TEMPÊTE SUR INFORMATION

Les enquêteurs  
des «Nouvelles Littéraires» ont été  
voir ce qui se passait dans  
les journaux, les radios  
et les télévisions au lendemain de  
la victoire de François Mitterrand

# LA FÊTE

## mais après?

Comment le nouveau pouvoir  
va-t-il répondre à l'espoir  
qu'il a suscité?

# Giscard trahi par les siens...

Comment les giscardiens  
ont abandonné le navire  
à l'heure du naufrage

---

## Les dossiers qui attendent le futur premier ministre : l'Île-de-France

L'ÉLECTION DE « CONSEILS  
D'ARRONDISSEMENT » AU SUFF-  
RAGE UNIVERSEL

Pour la capitale, les socialistes envisagent notamment la création de « conseils d'arrondissement » élus au suffrage universel et au scrutin proportionnel. Ces conseils auront pour tâche de gérer certains équipements publics (locaux, crèches, maisons de jeunes, bibliothèques), de décider de leur modernisation ou de leur installation. Enfin, ces « conseils d'arrondissement » pourraient contrôler les projets d'urbanisme engageant l'avenir des quartiers dont ils ont la responsabilité.

## Renforcement du pouvoir des maires

Le président du groupe socialiste

liser à l'hôtel de ville se retire sur le fond à la proposition de loi « tendant à une réorganisation démocratique de la région parisienne et de la ville de Paris » présentée le 10 juillet 1974 à l'Assemblée nationale par MM. Gaston Defferre, François Mitterrand, Jean-Pierre Chevènement.

Ce texte, outre un renforcement des pouvoirs des conseils d'arrondissement et à Paris des conseils des membres du Conseil de Paris et de l'Assemblée régionale au sein du conseil régional, prévoit d'ores et déjà trois modifications — un renforcement des pouvoirs du maire et du préfet, une extension des compétences communales de busines en matière de police.

Il indique : « Pour tenir compte de l'importance des tâches que revêtent les fonctions de police, le régime juridique — circulation, sécurité publique, etc. — sous estimons que les compétences de la police doivent être placées sous l'autorité des maires. Les préfets des départements et les préfets régionaux pourront utiliser ces forces de police qu'une fusion des administrations de police de l'Etat et de la Région nous a permis de constituer. En cas de nécessité absolue, le ministre de l'intérieur pourra mobiliser les forces de police de la Région pour accomplir des missions de police. Cette autorisation pourra néanmoins être enlevée à tout moment par le ministre de l'intérieur, si les circonstances semblent particulières intéressées ».

J. P.

## Logement, emploi, transports : trois objectifs prioritaires

**L'**ELECTION de M. François Mitterrand à la présidence de la République, le 10 mai, constitue un puissant facteur de changement pour l'avènement d'un véritable pouvoir régional.

En effet, les socialistes ont toujours affirmé qu'un certain nombre de problèmes auxquels sont confrontés les habitants d'Ile-de-France ne peuvent se résoudre que par une réforme des institutions régionales, mais aussi par une action vigoureuse dans les domaines du logement, de l'emploi et des services sociaux. Ils ont voulu revenir lui sur le contenu des réformes institutionnelles que nous proposons faisant de la région une collectivité locale à part entière. En effet, la proposition de loi des socialistes portant sur la décentralisation de l'Etat a pour l'occasion d'être exposée à de nombreuses

Il semble, en revanche, plus important de rappeler, de façon synthétique, les doctrines prioritaires auxquelles nous sommes attachés : l'édification d'un plan pour l'Île-de-France. Sans préjuger de son contenu, défini du façon démocratique par l'ensemble des partenaires intéressés, le plan régional devra mettre au centre de ses préoccupations deux problèmes essentiels : d'une part, la recherche d'un équilibre limité dans les effets de la désindustrialisation qui frappe plus particulièrement le centre de l'agglomération ; d'autre part, la recherche d'un équilibre de développement du habitat et de l'emploi entre l'est et l'ouest de l'agglomération, mais aussi entre le centre et la périphérie, tout en accordant une réelle priorité aux transports en commun.

Si le région, comme le vie de ses habitants, ne peut se désemparer les tranchées, transports et, ainsi, la région ailleurs... Il n'est resté pas ment à satisfaire dans chacun de ces trois domaines.

Face à ceux qui affirment que le cri de la logement est terminée en Ile-de-France, les socialistes attendent d'affirmer que le manque de logements sociaux et le nombre important d'immobiliers insoufficients constituent une donnée permanente de l'échec dans notre région. Aussi l'amélioration des conditions de logement passe par une multiplication des logements sociaux socialisés au cœur de l'agglomération. Sous réserve d'être plus approfondie jamais réalisée, ce projet de loi pour la grande ville

350 000

En ce qui concerne l'emploi et l'action économique, le régime Ile-de-France, avec plus de trois cent cinquante chômeurs, ne constitue nullement un îlot de plein emploi dans une France où toutes les régions sont désertées prioritaires. Depuis 1974, les emplois industriels diminuant chaque année de vingt-huit mille personnes en moyenne et la politique de décentralisation industrielle ne correspond plus aux nécessités du moment.

La nouvelle région Ile-de-France peut agir sur l'emploi, que ce soit à travers l'examen des moyens existants ou par de nouveaux moyens d'action à mettre en œuvre. La modification de ces moyens existants passe par la suppression de l'agrément et de la relevance pour les P.M.E. et l'ouverture aux élus du comité de décentralisation; l'accroissement de la part du budget régional consacrée directement au développement économique; l'extension du champ d'application et du montant des primes régionales à la création d'emplois; le remplacement de la SOFIPARIL, instrument inadapté d'aide au financement des P.M.I., par une banque régionale d'investissement.

le nombre de logements sociaux construits chaque année. L'amélioration des conditions de logement c'est aussi entreprendre une politique audacieuse de la réhabilitation sociale d'un million de logements insalubres. Ce sont quelques dix mille logements par an qui devraient être réhabilités par les collectivités locales et les opérateurs sociaux, ce qui, en offrant des loyers qui permettent le maintien dans les lieux de certains occupants,

En effet, soixante mille logements sont réhabilités actuellement chaque année dans le cadre d'opérations d'initiative presque exclusivement privée où le maintien sur place de occupants n'est pas forcément garanti. Enfin, l'effort régional doit porter sur l'amélioration des conditions de vie des grands ensembles particulièrement nombreux en région parisienne.

A l'image de ce qu'a réalisé le régime Nord-Pas-de-Calais à l'initiative de M. Pierre Mauroy, l'adoption d'un véritable plan en matière d'habitat, avec des objectifs chiffrés assortis des moyens techniques et financiers adéquats, doit permettre d'une part, de répondre aux besoins de quelque deux cent mille familles inscrites au fichier des mal-logés, mais aussi de relancer l'activité d'un secteur particulièrement touché par la réduction des constructions de logements sociaux, le bâtiment et les travaux publics.

L'ensemble de ces mesures assure le développement inséparable d'une réelle maîtrise de l'épuration foncière qui, certes, n'épargne aucune des grandes agglomérations de province, mais qui, au contraire, revêt une ampleur spectaculaire à Paris et en proche banlieue. Les collectivités locales doivent disposer du droit et des moyens financiers de maîtriser le prix des terrains et l'acquisition d'une politique d'acquisition foncière qui fait passer de la mesure à l'acte. Les rôles du plan régional, d'une part, et de l'agence régionale foncière, d'autre part, seront de dégager les terrains nécessaires à la construction de logements sociaux dans les zones urbaines denses, mais aussi de préparer le développement ordonné de l'urbanisation dans les secteurs d'intérêt intra-ville et le périmètre de ces spécialistes apparaît le plus révélateur.

lie-de-France face à la fiscalité locale, ainsi que par une priorité effective à donner à l'organisation des transports collectifs. Cette dernière priorité doit se traduire à la fois au niveau des investissements à mettre en œuvre, mais aussi au niveau des modalités d'incitation à l'usage des transports en commun, que ce soit à travers des améliorations quantitatives et qualitatives des liaisons périphériques ou bien à travers une politique de tarification sociale des transports en commun.

Les nouvelles responsabilités de la région, véritable autorité de l'organisation du système de transports, s'accompagneront d'un transfert de ressources destinées à financer ces nouvelles charges. L'agence régionale des transports, dont le conseil d'administration sera composé d'une majorité d'élus, associera à ses travaux les représentants des usagers et des salariés des entreprises de transport. Ses compétences seront étendues à l'ensemble de l'Île-de-France. Le financement des investissements, que ce soit en matière de transports collectifs ou routiers, sera assuré par la région, et l'Etat interviendra contractuellement pour le part qui lui revient.

Ces mesures prennent le contrepied de la politique gouvernementale de l'«majorité» qui s'est traduite par un décaissement progressif de l'Etat et par une politique tarifaire qui a pénalisé de plus en plus les travailleurs d'Ile-de-France dont les temps de transport s'accroissent sans cesse.

Il faudrait évoquer également la situation financière dans laquelle ont été placées les cinq villes nouvelles de notre région et les indispensables réductions de dépenses qu'elles ont dû prendre pour rendre aux élus des habitants de ces villes nouvelles les pouvoirs qui leur reviennent.

Véritable « charte de référence » pour les acteurs régionaux, le plan devra contenir également des engagements formels et chiffrés sur les grandes politiques en matière de services et d'équipements collectifs que ce soit dans le domaine de la santé ou de l'éducation. Il devra assurer le nécessaire modernisation des équipements vétustes mais aussi en assurer une meilleure répartition sur l'ensemble du territoire par un effort de réalisation d'établissements neufs.

Certes, l'ensemble de ces axes prioritaires ne peuvent être isolés des réformes et du changement profond que le nouveau président de la République et son gouvernement entendent donner au pays tout entier. Mais il est certain que le régime de Vichy ne peut que trouver une nouvelle vitalité et se libérer, elle aussi, du poids excessif du centralisme de l'Etat.

Seul un dialogue organisé démocratiquement, établissant le lien réel de la région, permettra à l'île de France de devenir un cadre économique et humain plus cohérent adapté à la dimension des transformations de l'agglomération pari-

Par Jugement du 15 JANVIER 1979, le Tribunal de France, Instance de LILLE et arrêts du 10 CA d'APPEL de DOUAI du 6 JANVIER 1981, il a été constaté que la société dite "SOCIÉTÉ MODERNE S.A." qui a été créée à SBOURBAK était en fait dépourvue de tout caractère d'entreprise et que chaque TAXI est fait défense sui :

- S.A. des EAUX DE VOLVIC dont le siège est à Volvic (Puy de Dôme) ;
- S.A. OASIS dont le siège est à SBOURBAK LA-RENNÉE (49200 St bd de la Mayenne) ;
- S.O.C.O.B.O.R. dont le siège est à SBOURBAK LA-RENNÉE (49200 St bd de la Mayenne) ;

de commercialiser et vendre des produits sous les dénoms : « YANG », « YANG DE VOLVIC », « YANG DE SBOURBAK », « YANG DE VOLVIC », « YANG DE VOLVIC ».

Ces trois sociétés ont été condamnées chacune à payer à la GRANDE BRASSERIE MODERNE, 5000 F. de dommages-intérêts, aux frais de 3 insertions et aux dépens.  
POUR EXTRAIT S.C.F.  
COSTEROUSSE,  
LE MARCHADOUR, avoués.

Édité par la S.A.R.L. le Monde,  
Gérants :  
Jacques Favret, directeur de la publication,  
Jacques Sauvageot,  
Claude Jullien.

Imprimerie  
du « Monde »  
5, r. des Italiens  
PARIS-IX°

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 51472.

1000

**ETÉ 84**  
**BALÉARES: DE 1500 A 1900 F.**  
**TUNISIE: de 1650 A 2250 F.**  
**MAROC: DE 2360 A 2710 F.**  
 Une semaine, avion Paris-Barcel, pension complète.  
*Comparez les prix et partez avec nous.*

**PROGRAMMES DÉTAILLÉS DANS LES AGENCES WAGONS-LITS TOURISME.**  
Rue 733, Les Salins de Saint Etienne (0) 477 31 81  
Arcueil (0) 41 50 50 00  
L'Isle-d'Aux (0) 41 50 50 00  
L'Isle-d'Aux (0) 41 50 50 00

**et dans la région parisienne, 35 autres agences Wagons-lits  
Tourisme sont prêtes à vous accueillir.**

 **Wagons-lits Tourisme**  
Premier Réseau Mondial du Voyage

L'Esprit du Voyage



## LA RÉUNION : manœuvres de séduction à gauche, confusion à droite

HUBERT BRUYÈRE.

---

**LISEZ**

**Le Monde des**  
**PHILATÉLISTES**  
LE MOISIEL DE LA PHILATÉLIE



# AFRIQUE EXPEDITIONS




Les Expéditions Camel commencent là où finissent les grandes routes touristiques. Elles s'adressent à tous ceux qui, pour un temps, veulent oublier notre civilisation moderne et retrouver le frisson de l'Aventure.

Explorations riches de découvertes à travers la jungle de Bornéo, traversées du désert du Rajasthan en chameau et land-rover, descentes en pirogue de rapides amazoniens... autant d'expériences inoubliables au cours desquelles vous ferez connaissance, bien sûr avec des contrées presque ignorées,

mais aussi avec leurs habitants et leurs coutumes. Notre catalogue vous donnera un aperçu de chacun de ces voyages. Vous verrez que certains requièrent des qualités personnelles d'endurance physique, tandis que d'autres offrent un dépaysement dans de bonnes conditions de confort.

Demandez le catalogue 81/82 ci-contre auprès des agences de voyages agréées Touring-Vacances. Et préparez-vous à l'Aventure. Camel Expéditions est une production Touring-Vacances.



**TOURING**  
Vacances









## On a enlevé le premier ministre

★ L'ENFICHUE, de Jean Labord, Robert Laffont, 358 p., Editions G. P.

**Stand E 24. Grand Palais**

**AUBIER** 13 72

## Gallimard

**LE NOUVEAU**

# COMMERCE

CAHIER 49 - PRINTEMPS 1981

**UNICA ZORN**  
Anagrammes et destins  
suivi de  
Lettres égarées

**THOMAS DE QUINCEY**  
Sur le motif « la porte  
dans Macbeth »  
— mélanges de  
GREGORY MAGE

Une phrase érudite par l'importance  
**ANDRÉ BALMAS**

**WALTER BENJAMIN.**  
Le rôle du temps dans le monde moral

**EMMANUEL LEVINAS**  
Mites sur les sens

EN LIBRAIRIE : 40 F. - A.B. : 120 F. - K.M.L. : 70 F. - EL-SHAGHOUT : 75000 F. Paris

# VLADIMIR NABOKOV

## L'exploit

JULLIARD









مركزاً من راحل

édition

# Le premier Salon du livre de Paris

Un défi à la « conjoncture »

ROANNESE sous l'égide du Syndicat national de l'édition, le premier Salon du livre se tiendra au Grand Palais, à Paris, du 22 au 27 mai. Plus de 700 éditeurs français participent à cette grande manifestation en faveur de l'école, dans l'un des points forts de la vie du livre et de la lecture au 21<sup>st</sup> mai. Ce jour-là, dans toute la France, 1.600 librairies et 1.200 bibliothèques consacreront des expositions thématiques à des auteurs ou à des genres littéraires, etc. Cette fête est organisée par la nouvelle Association pour le livre et la lecture, présidée par M. Jacques Rigaud, conseiller d'Etat et administrateur délégué de la Compagnie luxembourgeoise de Méditerranée (C.L.M.).

En Grand Palais, les éditeurs présenteront la majeure partie de leur fonds et ce sera l'occasion, pour les lecteurs, de découvrir des auteurs ou des ouvrages peu connus, à côté des plus récentes nouveautés. Le Salon

est un effort, pour quelques jours, le plus grand libraire de France, qui devrait figurer l'ensemble des 20.000 titres du catalogue de l'édition française. Une douzaine de pays participent également à ce Salon.

Des éditeurs de marque sont-ils ? Le Salon des éditions de Minuit et les éditions de la Cité (second groupe éditorial français). Les Seuil et les éditions de Minuit traversent la concurrence que les éditeurs pourraient faire aux libraires en vendant directement leurs ouvrages au public, à un moment où le réseau de libraires connaît de grandes difficultés, amplifiées par l'arrivée de la télévision et du livre électronique.

Le livre français de qualité est, en effet, en danger de disparaître. Les chiffres, Malraux au nombre de titres (28.700 titres édités en 1970, contre 11.200 titres en 1980) et d'exemplaires (181 millions en 1970, contre 107 millions en 1980) qui ont été publiés en France au cours de ces dix dernières années, montrent la déperdition de la production.

Une trop grande dispersion des efforts nuit à son expansion ; un réseau de libraires qui, concurrencé par la vente de best-sellers en livre-club, s'effondre ou se « désajuste » ; la baisse du pouvoir d'achat du lecteur de lecture publique, par ailleurs insuffisamment développé ; la préférence donnée aux outils pédagogiques audiovisuels aux dépens du livre scolaire ; la constitution de grands groupes — à l'instar de Hachette — pour lesquels M. Giacard d'Estimont, ministre de l'Éducation nationale, a promis la production, etc. Le prochain gouvernement aura donc à mettre en œuvre toute une série de mesures pour contribuer au développement de la lecture et faire en sorte que les nouveaux médias « portent » le livre, instrument de réflexion indispensable, plutôt que de participer à son uniformisation.

Deux ans auparavant, organise un Salon constitue un véritable défi à la « conjoncture ». Aussi les promoteurs de cette manifestation ont préparé une série d'actions et de « carrefours d'échange » pour s'assurer du succès. Voici un aperçu du programme :

• Un « carrefour des poètes » accueillera les éditeurs, auteurs, auteurs et éditeurs de la poésie ;

• La fabrication d'un livre sera illustrée par une chaîne graphique complète animée par des professionnels de bibliothèques publiques et privées ;

• L'animation et les lectures seront explorées et présentées par des professionnels de bibliothèques publiques et privées ;

• L'animation et les lectures seront explorées et présentées par des professionnels de bibliothèques publiques et privées ;

• L'animation et les lectures seront explorées et présentées par des professionnels de bibliothèques publiques et privées ;

• L'animation et les lectures seront explorées et présentées par des professionnels de bibliothèques publiques et privées ;

Propos recueillis par BERNARD ALLIOT.

## Le Seuil et les éditions de Minuit : les raisons d'une absence

LES éditions du Seuil et les éditions de Minuit ont publié un communiqué dans lequel elles indiquent pour-quoi « ne trouvent pas leur place au Grand Palais mais dans les librairies ». Selon elles : « Le Salon du livre sera l'occasion pour les éditeurs représentés de procéder à une vente directe, à leur tour, des ouvrages de leur fonds. » Elles soulignent que cette manifestation « porte gravement tort à la librairie indépendante. Dans le cadre d'un salon, on ne peut pas trouver chez l'éditeur des livres qu'on ne pourrait pas se procurer ailleurs sans perdre d'ailleurs un certain nombre de bénéfices. D'abord, parce que l'éditeur ne peut pas se mesurer de force à ses clients, mais à ses libraires. Ensuite, parce que, se « dédouanant de

clientèle » contribue à la dévalorisation de la situation des libraires, qui ont eu à consacrer au cours des dernières années, leur réputation, leur savoir-faire, par un moyen qui, en outre, une petite partie du chiffre d'affaires réalisé par la vente directe ne revient pas au principe.

L'avenir du livre en France dépend de l'existence d'un réseau de libraires qui soient en mesure de partager avec les éditeurs le risque de publication le plus souvent hasardeux et peu rentable à court terme. Nous ne voulons pas, dans la situation présente, encourager les éditeurs à un seul achat de livres qu'ils ont pour vocation de présenter les livres et de les vendre non pas seulement deux jours, mais trois cents jours par an.

## M. Pidoux-Payot : nous souhaitons du prochain gouvernement une concertation qui nous est refusée depuis 1979

M. Pidoux-Payot, président du Syndicat national de l'édition, sous l'égide duquel est organisé le Salon du livre de Paris, a bien voulu répondre à nos questions.

— Pourquoi, alors que le Festival international du livre de Nîmes connaît une certaine « décadence » de la part des éditeurs, pensez-vous le risque d'organiser le Salon du livre de Paris ?

— Nous voulons une grande fête, le défilé des éditeurs français qui, sous l'égide du Syndicat national de l'édition, ont pu retrouver un contact familial avec le livre. En les faisant se rencontrer, nous espérons faciliter la création d'un tel Salon. La municipalité de Nîmes et l'Association des libraires de la région ont accepté de nous accueillir. Notre profession est très contrainte : il nous est plus facile de monter ici qu'à 1.000 kilomètres le maximum d'ouvrages de son fonds et d'y avoir un grand nombre d'auteurs et de créateurs de collections. Nous devons présenter, sinon la totalité, du moins la grande diversité de nos ouvrages et de nos collections. Nous ne pouvons pas nous limiter à quelques-uns de nos auteurs-rédacteurs. Aucune librairie ne pourrait présenter tous les livres à son public plus large que d'habitude.

— Vous ne pouvez pas vous limiter à quelques-uns de vos auteurs-rédacteurs ?

— Nous ne pouvons pas nous limiter à quelques-uns de nos auteurs-rédacteurs. Aucune librairie ne pourrait présenter tous les livres à son public plus large que d'habitude.

— Vous ne pouvez pas vous limiter à quelques-uns de vos auteurs-rédacteurs ?

— Nous ne pouvons pas nous limiter à quelques-uns de nos auteurs-rédacteurs. Aucune librairie ne pourrait présenter tous les livres à son public plus large que d'habitude.

M. Mitterrand, c'est que les éditeurs, les libraires et les auteurs auront eu à consacrer de nombreuses professions du livre pour retrouver le dynamisme et l'avenir des bibliothèques et des bibliothèques depuis 1979. Ceux qui étaient hostiles à l'arrivée de Mitterrand ont été surpris par son accueil, par son accueil, par son accueil.

— Vous ne pouvez pas vous limiter à quelques-uns de vos auteurs-rédacteurs ?

— Nous ne pouvons pas nous limiter à quelques-uns de nos auteurs-rédacteurs. Aucune librairie ne pourrait présenter tous les livres à son public plus large que d'habitude.

— Vous ne pouvez pas vous limiter à quelques-uns de vos auteurs-rédacteurs ?

## METTES DE LA TECHNIQUE AU BOUT DE VOS...

PINCEAUX,

PLUMES,

TUBES,

CRAYONS,

FUSAINS,

TIRE-LIGNES,

PORTE-MINES,

LAMES,

BROSSES,

SANGUINES,

GOMMES,

PLUMES.

L'art est en nous, pour l'exprimer, il faut aussi un minimum de technique. Pour vous, BORDAS a mis au point une collection dont chaque ouvrage vous familiarise avec une technique spécifique. Chacun, par son texte, par ses images, est un outil précis et précieux pour exprimer votre capital artistique. Consultez la collection BORDAS chez votre libraire aujourd'hui. Demain, signez votre première toile, pastel, autoportrait, aquarelle, sculpture.

Propos recueillis par BERNARD ALLIOT.

LA

GUERRE SECRETE

Anthony Cave Brown

L'Histoire traditionnelle bouleversée !

... Une œuvre considérable. Se lit comme le plus passionnant des romans d'aventure... Henri Amouroux. LE POINT.

... Un ouvrage passionnant, précis, équilibré, unique... Georges Trépo. LE NOUVEAU OBSERVATEUR.

... Un monument... Sur une vaste échelle des archives soviétiques enfin divulguées... Jean Panchaud. LE MONDE.

... Des révélations inouïes. Un document capital... Gilles Lemerle. LE FIGARO.

... Un ouvrage nouveau sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Dépassant... Jean A. Chénou. LE MATIN.

... Un ouvrage très, très important... Des documents extraordinaires... Considérables et passionnants... Bernard Pivot. ARS ENOCH.

Pyramation

BORDAS

Facilite la vie des artistes.

## AU PREMIER SALON DU LIVRE DE PARIS

Grand A O

Les Editions du C.N.R.S.

qui réunit des centaines de milliers de livres, des centaines de milliers de livres, des centaines de milliers de livres.

des publications scientifiques. L'Annuaire de l'Institut National de la Recherche Scientifique, l'Annuaire de l'Institut National de la Recherche Scientifique, l'Annuaire de l'Institut National de la Recherche Scientifique.

des collections scientifiques. L'Annuaire de l'Institut National de la Recherche Scientifique, l'Annuaire de l'Institut National de la Recherche Scientifique, l'Annuaire de l'Institut National de la Recherche Scientifique.

des livres de référence. L'Annuaire de l'Institut National de la Recherche Scientifique, l'Annuaire de l'Institut National de la Recherche Scientifique, l'Annuaire de l'Institut National de la Recherche Scientifique.

des livres de poche. L'Annuaire de l'Institut National de la Recherche Scientifique, l'Annuaire de l'Institut National de la Recherche Scientifique, l'Annuaire de l'Institut National de la Recherche Scientifique.

des livres de poche. L'Annuaire de l'Institut National de la Recherche Scientifique, l'Annuaire de l'Institut National de la Recherche Scientifique, l'Annuaire de l'Institut National de la Recherche Scientifique.

Librairie des Editions du CNRS

21 rue de la Harpe - 75005 Paris

## Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections

manuscrits inédits de romans, poésies, etc. etc. Les ouvrages sont envoyés à l'éditeur d'un laniement par poste, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Revue Universelle 4 rue Chateaugay, 75004 Paris - Tél. 867.08.21.

Conditions fixées par contrat. Notre ouvrage habituel est défini par l'année 65 de la loi de 11 mars 1957 sur la propriété intellectuelle.

la pensée universelle

Le Monde

ÉDUCATION

# La commission d'enquête parlementaire de la langue française a remis son rapport

- Laxisme chez les chercheurs scientifiques
- Asphyxie des services culturels

Après cinq mois de travaux, la commission d'enquête parlementaire sur la langue française vient de remettre son rapport. Rédigé par M. Pascal Clément, député U.D.F. de la Loire, le rapport est présenté à l'Assemblée nationale, ce jeudi 21 mai, par M. Xavier Denoux, député R.P.R. du Loiret et président de la commission d'enquête.

Le rapport, énoncé en quatorze recommandations, a pour ambition de tracer une politique d'ensemble de la langue française. Le rapport recommande que la loi du 31 décembre 1975 dite « Sarrailh-Lagarde » soit appliquée dans son intégralité, et non plus sélectivement, comme c'est le cas.

Tout un chapitre du rapport est consacré au problème du français dans la recherche scientifique. La commission recommande que les universités et les centres de recherche soient encouragés à utiliser le français dans leurs publications.

En matière d'éducation, la commission émet des recommandations pour une meilleure connaissance de la langue française par les élèves de l'enseignement du français, des langues étrangères, de la civilisation et de l'effort particulier en faveur de l'usage du français et du russe et de l'italien, considérés comme un facteur de mise de conscience nationale.

Quant à la diffusion du français, le rapport note que la nouvelle direction nationale des langues étrangères (D.N.L.E.) a semé, depuis sa création, des doutes sur sa véritable vocation. La commission propose que la D.N.L.E. soit placée sous la tutelle de la direction de la culture.

Enfin, le rapport de la commission d'enquête fait un bilan du haut-commissariat de la langue française, qui a vu en son sein des ministres de la culture, de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur. La commission recommande que ce haut-commissariat soit supprimé et que ses attributions soient confiées à la direction de la culture.

Le 14 mai dernier, les commissaires de la commission ont tenu une séance publique. Ils ont entendu les représentants de la communauté scientifique, de la culture, de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur.

En outre, la commission a tenu une séance publique le 14 mai dernier, à l'Assemblée nationale, pour présenter son rapport. Elle a été présidée par M. Xavier Denoux, député R.P.R. du Loiret et président de la commission d'enquête.

« Les grandes lignes d'une politique de renouveau de la langue et de la culture française », « produire français », « accorder de la culture, nouvelle politique de la langue-français », « l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance), l'opposition des principales firmes

O'est par quatre-vingt-trois voix contre trois (1) et neuf abstentions que l'Assemblée mondiale de la santé (O.M.S.), réunie à Genève, a adopté à la majorité absolue le « code international de commercialisation des substituts du lait maternel ».

Genève. — L'Assemblée mondiale de la santé, organisée par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), réunie à Genève, a adopté à la majorité absolue le « code international de commercialisation des substituts du lait maternel ».

Genève. — L'Assemblée mondiale de la santé, organisée par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), réunie à Genève, a adopté à la majorité absolue le « code international de commercialisation des substituts du lait maternel ».

Genève. — L'Assemblée mondiale de la santé, organisée par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), réunie à Genève, a adopté à la majorité absolue le « code international de commercialisation des substituts du lait maternel ».

MÉDECINE

RÉUNIE A GENÈVE

# L'Assemblée mondiale de la santé adopte un «code international de commercialisation des substituts du lait maternel»

Genève. — L'Assemblée mondiale de la santé, organisée par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), réunie à Genève, a adopté à la majorité absolue le « code international de commercialisation des substituts du lait maternel ».

Genève. — L'Assemblée mondiale de la santé, organisée par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), réunie à Genève, a adopté à la majorité absolue le « code international de commercialisation des substituts du lait maternel ».

Genève. — L'Assemblée mondiale de la santé, organisée par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), réunie à Genève, a adopté à la majorité absolue le « code international de commercialisation des substituts du lait maternel ».

Genève. — L'Assemblée mondiale de la santé, organisée par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), réunie à Genève, a adopté à la majorité absolue le « code international de commercialisation des substituts du lait maternel ».

Genève. — L'Assemblée mondiale de la santé, organisée par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), réunie à Genève, a adopté à la majorité absolue le « code international de commercialisation des substituts du lait maternel ».

industrielles en cause et des États-Unis n'aura pas suffi à obtenir des délégués qu'ils renoucent à un projet aussi longuement mûri. Les conséquences juridiques et économiques de cette décision ne devraient pas tarder à apparaître, de même que l'effet de contagion — espéré par les uns, redouté par les autres — sur d'autres branches industrielles, à commencer, sans doute, par l'industrie pharmaceutique.

De notre envoyée spéciale

Comment expliquer une décision aussi rapide, qui a pris de court un certain nombre de délégués et provoque des protestations sur la manière même dont furent menés les débats ? Selon certains, la célérité de la décision tient à la présence de représentants de principes firmes industrielles présentes à Genève, soucieuses d'éviter l'adoption d'un code qui leur donnerait le droit de contrôler et de manipuler les ventes de lait maternel. D'autres, au contraire, estiment que l'expédition résident dans la hâte des délégués et surtout dans leur certitude que le projet de code, malgré l'opposition des États-Unis, serait de toute manière adopté.

L'interdiction de la publicité

Quel qu'il en soit, le projet est devenu une recommandation officielle de l'O.M.S. à ses cent cinquante-cinq membres. Selon les principes de l'O.M.S., les ventes de tous les substituts du lait maternel et autres produits lactés, des biberons, des tétines ne devraient plus être l'objet d'une publicité commerciale. D'autre part, les pays sont tenus à informer les parents des dispositions de leur législation. Les États membres sont tenus d'informer le directeur de l'Organisation de la santé de la mise en œuvre de la recommandation. Le code qui fera l'objet d'un rapport tous les deux ans à l'Assemblée mondiale de la santé. Dès 1982, la XXXIV<sup>e</sup> Assemblée mondiale de la santé, qui se tiendra à Genève, devra proposer le code à l'adoption. On peut, en effet, se demander dans quelle mesure il sera possible de contrôler la mise en œuvre de la recommandation. Les États membres sont tenus d'informer le directeur de l'Organisation de la santé de la mise en œuvre de la recommandation. Le code qui fera l'objet d'un rapport tous les deux ans à l'Assemblée mondiale de la santé. Dès 1982, la XXXIV<sup>e</sup> Assemblée mondiale de la santé, qui se tiendra à Genève, devra proposer le code à l'adoption. On peut, en effet, se demander dans quelle mesure il sera possible de contrôler la mise en œuvre de la recommandation.

PRESSE

# Le réveil des quotidiens

Les événements politiques majeurs influencent favorablement la vente des journaux. Il n'est, pour un journaliste, que d'examiner la liste des dix tirages de « Monde » qui ont dépassé 800 000 exemplaires.

11 mai 1981	Election présidentielle, deuxième tour	1 082 228
20 mars 1978	Elections législatives, deuxième tour	970 788
13 mars 1978	— — — — — premier tour	970 000
6 mai 1974	Election présidentielle, premier tour	818 814
27 avril 1961	— — — — — deuxième tour	902 940
20 mai 1974	— — — — —	820 782
21 mai 1977	Elections municipales, deuxième tour	820 782
3 avril 1974	Débat du président Pompidou	818 814
24 juin 1968	Elections législatives, premier tour	818 814
20 novembre 1970	Débat du général de Gaulle	808 872

Ce sont, en ce jour, les événements de politique intérieure qui provoquent les pointes, les tableaux de dix pas tout. Il faut dire, tout d'abord, que la technique a permis de faire passer le tirage de dix à plus d'un million d'exemplaires à des prix très faibles, et que la vente s'est accrue à Paris, en banlieue, en province et à l'étranger.

Depuis que le Monde est de quatre sorties d'imprimerie qui ont lieu tous les jours, la vente a augmenté de 100 000 exemplaires par jour. La vente a augmenté de 100 000 exemplaires par jour. La vente a augmenté de 100 000 exemplaires par jour.

15 PREMIERS N° de mai 1981 (du 8 au 15)	15 PREMIERS N° de mai 1981 (du 8 au 15)
Le Monde	820 782
Le Figaro	720 782
Le Parisien Libéré	620 782
Le Matin de Paris	520 782
Le Monde	820 782
Le Figaro	720 782
Le Parisien Libéré	620 782
Le Matin de Paris	520 782

Les deux lundis des résultats

Voici pour les mêmes tirages et le lundi 27 avril et le lundi 11 mai.

	Lundi 27 avril 1981	Lundi 11 mai 1981
Le Monde	180 782	230 782
Le Figaro	180 782	230 782
Le Parisien Libéré	180 782	230 782
Le Matin de Paris	180 782	230 782
Le Monde	180 782	230 782
Le Figaro	180 782	230 782
Le Parisien Libéré	180 782	230 782
Le Matin de Paris	180 782	230 782

On remarquera que tous les tirages sont en hausse, et que la vente a augmenté de 100 000 exemplaires par jour. La vente a augmenté de 100 000 exemplaires par jour. La vente a augmenté de 100 000 exemplaires par jour.

Il semble que cette augmentation de la diffusion ne puisse être attribuée à un effet de public. La vente a augmenté de 100 000 exemplaires par jour. La vente a augmenté de 100 000 exemplaires par jour. La vente a augmenté de 100 000 exemplaires par jour.

Le Monde	150 782	+ 42 %
Le Figaro	150 782	+ 42 %
Le Parisien Libéré	150 782	+ 42 %
Le Matin de Paris	150 782	+ 42 %
Le Monde	150 782	+ 42 %
Le Figaro	150 782	+ 42 %
Le Parisien Libéré	150 782	+ 42 %
Le Matin de Paris	150 782	+ 42 %

RELIGION

Le pape a commencé à manger des aliments séchés, et le pape a commencé à manger des aliments séchés, et le pape a commencé à manger des aliments séchés.

Le pape a commencé à manger des aliments séchés, et le pape a commencé à manger des aliments séchés, et le pape a commencé à manger des aliments séchés.

Le pape a commencé à manger des aliments séchés, et le pape a commencé à manger des aliments séchés, et le pape a commencé à manger des aliments séchés.

Le pape a commencé à manger des aliments séchés, et le pape a commencé à manger des aliments séchés, et le pape a commencé à manger des aliments séchés.

Le pape a commencé à manger des aliments séchés, et le pape a commencé à manger des aliments séchés, et le pape a commencé à manger des aliments séchés.

## SCIENCE PO. Préparations

Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage paritaire

IPEC (Institut pour l'Étude et la Préparation des Concours)

Téléphone : 01 42 22 22 22

## Le Laboratoire des 100

Le Laboratoire des 100 est un laboratoire de recherche scientifique qui étudie les effets des médicaments sur l'organisme humain.

## Le Laboratoire des 100

Le Laboratoire des 100 est un laboratoire de recherche scientifique qui étudie les effets des médicaments sur l'organisme humain.

## Le Laboratoire des 100

Le Laboratoire des 100 est un laboratoire de recherche scientifique qui étudie les effets des médicaments sur l'organisme humain.

## Le Laboratoire des 100

Le Laboratoire des 100 est un laboratoire de recherche scientifique qui étudie les effets des médicaments sur l'organisme humain.

## Le Laboratoire des 100

Le Laboratoire des 100 est un laboratoire de recherche scientifique qui étudie les effets des médicaments sur l'organisme humain.

## JUSTICE

### LA COMMISSION DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTÉS AU SECOURS DES SCIENTOLOGUES

La commission nationale de l'informatique et des libertés a, le 19 mai, son soutien à l'égard de la nouvelle loi sur l'informatique et des libertés (ex-Scientologie) dans son action contre l'interpol. La commission a désigné l'un de ses membres, M. Roland Cadet, ancien conseiller d'Etat, pour user du droit d'accès prévu par l'article 38 de la loi sur l'informatique et des libertés. En vertu de cet article, les personnes qui s'estiment abusivement lésées au nom de la sécurité publique peuvent demander à la commission de désigner l'un de ses mem-

#### LES REMERCIEMENTS DE M. PEYREFITTE

M. Alain Peyrefitte, ancien ministre de la justice, a publié un message de félicité dans la lettre de la commission de l'informatique et des libertés. Il y remercie les magistrats en ces termes : « En me rendant souvent auprès d'eux et en restant à leur écoute, j'ai mesuré leur constante exigence dans l'accomplissement de leur mission. Ils ont compris l'importance d'une modernisation du service public de la justice. Ils ne ménagent pas leurs efforts pour que son action soit plus efficace, décomplexée respectée et mieux comprise. »

Il remercie aussi les « collaborateurs de justice », ajoutant : « Dans la diversité de leurs fonctions, leurs engagements sont complémentaires, ils appuient par l'ensemble de leur action la mission de la justice, et contribuent à l'élaboration et à l'exécution des décisions judiciaires. »

### Peine de mort requise contre André Paulatte

M. Robert Auguste, avocat général, a requis, ce jeudi matin 21 mai, la peine de mort contre André Paulatte, meurtrier notoirement par les sautes des Bouche-de-Rhône à Aix-en-Provence pour le meurtre et le viol de sa fille Françoise, dix ans.

### Protestation du Syndicat de la magistrature contre

certaines nominations

Le « manifeste de la magistrature » a été remis, mardi 19 mai, au ministre de la justice de Paris par un représentant de magistrats. « Notre attention a été attirée par la multiplication, ces derniers jours, de nominations de magistrats à des fonctions importantes de responsabilité », écrit le Syndicat dans la lettre qu'il a adressée à M. Alain Peyrefitte. « La précipitation de certaines d'entre elles, ajoute-t-il, dans les circonstances présentes et de surcroît, nous fait penser que certaines de ces nominations sont de nature à jeter la suspicion sur les intentions de leurs auteurs et peut même porter préjudice aux magistrats concernés. »

Le Syndicat de la magistrature ne nie pas que certaines de ces nominations soient bonnes et soient des décisions avant l'élection présidentielle. Par exemple, la nomination, le 19 mai, de M. Ol-

## Faits et jugements

### Un militant autonome inculpé d'homicide volontaire sur un policier

Philippe Gobain, vingt-cinq ans, soupçonné d'avoir participé le 13 avril au hold-up de l'agence R.S.P. de la place des Farnes, à Paris (17<sup>e</sup>), au cours duquel un gardien de la paix âgé de vingt-deux ans a été tué (le Monde 17 avril), a été inculpé vendredi 19 mai dans cette affaire.

Il avait été arrêté mercredi 19 mai à Paris après avoir participé au cambriolage d'un établissement scolaire dans le troisième arrondissement et avoir causé des blessures sur les murs.

Philippe Gobain, qui, selon la police, appartient au milieu autonome, a déjà été inculpé 3 fois à deux ans pour attente à main armée.

En tant que directeur d'activités de volailles condamnées pour publicité mensongère et détournement de clientèle, M. Michel Demanville, directeur de la SOVDL à Courbevoie (Seine-St-Denis), a été condamné par la cour d'appel de Paris le 13 décembre 1980.

Quelques jours plus tard, le tribunal des hautes juridictions de Rouen avait suspendu l'ordonnance d'expulsion et décidé d'appliquer jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1981 le statut de fermage au domaine de M. Dedieu. La S.F.P., qui avait fait appel, vient d'obtenir l'annulation de cette décision.

M. Dedieu, qui se dit « victime d'une erreur », a déclaré qu'il refusait de quitter le domaine qu'il exploite depuis dix-neuf ans.

### La S.F.P. obtient gain de cause contre un exploitant agricole des Yvelines

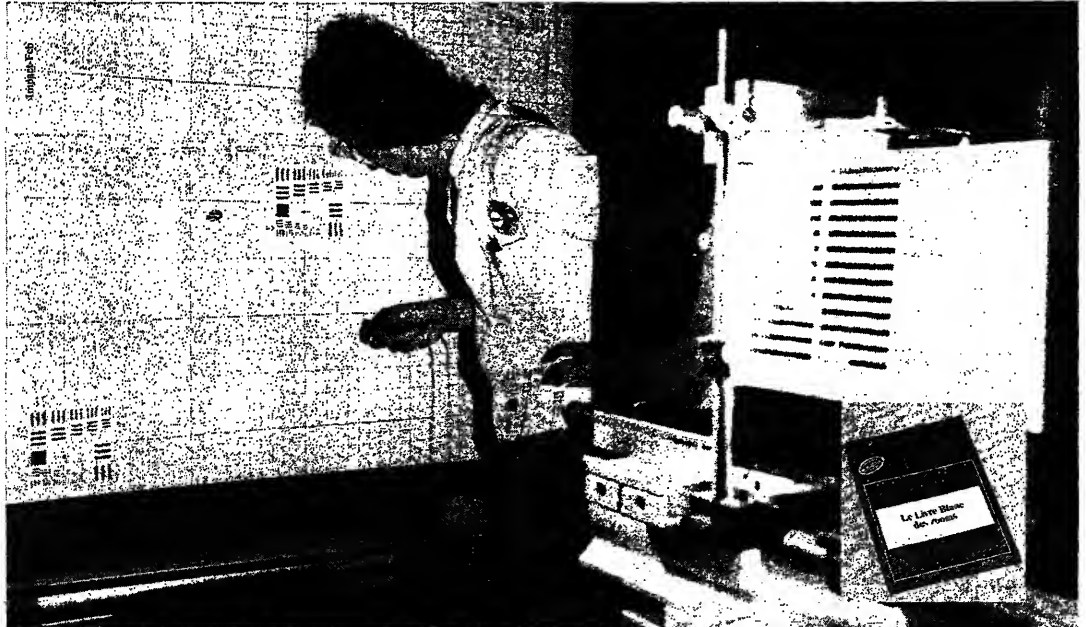
La cinquième chambre civile de la cour d'appel de Versailles a donné raison à la Société française de production (S.F.P.) dans le conflit qui l'oppose à un fermier des Yvelines, et a ordonné l'expulsion de celui-ci avant le 19 juin. M. René Dedieu, exploitant de Chailly à Saint-Rémy-lès-Chevreuses (Yvelines) depuis 1982. A cette époque, les terres étaient la propriété de l'O.R.T.F., donc de l'administration des Domaines. Lorsqu'il s'est porté acquiescent des bâtiments et de 22 hectares, les terres sont devenues, en vertu de la dissolution de l'O.R.T.F., propriété de la S.F.P., qui a refusé de vendre.

Au terme d'une longue procédure, l'expulsion de M. Dedieu avait été décidée par la cour d'appel de Versailles le 8 décembre 1980. M. Dedieu, aidé d'une quinzaine de rapatriés venus du sud de la France, s'était alors barricadé dans sa ferme (le Monde du 13 décembre 1980).

Un directeur d'activités de volailles condamnées pour publicité mensongère et détournement de clientèle, M. Michel Demanville, directeur de la SOVDL à Courbevoie (Seine-St-Denis), a été condamné par la cour d'appel de Paris le 13 décembre 1980.

Quelques jours plus tard, le tribunal des hautes juridictions de Rouen avait suspendu l'ordonnance d'expulsion et décidé d'appliquer jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1981 le statut de fermage au domaine de M. Dedieu. La S.F.P., qui avait fait appel, vient d'obtenir l'annulation de cette décision.

M. Dedieu, qui se dit « victime d'une erreur », a déclaré qu'il refusait de quitter le domaine qu'il exploite depuis dix-neuf ans.



Une mire extrêmement fine est projetée sur grand écran, au travers de chaque objectif. Et des détails de la mire projetée sont photographiés puis analysés, avec archivage des mesures effectuées.

## Le Laboratoire d'essais de la Fnac a testé les 100 zooms photo de 24 fabricants

Cela nous vaut (édité par la Fnac) un document unique au monde : le premier Livre Blanc des zooms.

Pourquoi un zoom 80-200 mm est-il vendu 7000 F par telle marque, 3000 F par telle autre, moins de 1500 F ici, ou même, ailleurs, au-dessous de 800 F ?

Différence de qualité? Ou prestige de la marque allégrement moqués? Un zoom bon marché souffrira-t-il la comparaison? Et quels sont les compromis faits avec la qualité optique pour améliorer des performances spectaculaires?

Seul un laboratoire pouvait juger. Or aucun, jamais, n'avait organisé la confrontation objective entre tous ces zooms photo qui proposent tous les fabricants.

Appuyé sur l'énorme travail auquel s'est livré le Laboratoire d'essais de la Fnac, le Livre Blanc des zooms est donc un document d'actualité unique au monde.

Et sans lequel, désormais, plus aucun photographe amateur ou non ne pourra envisager de s'équiper.

Le Livre Blanc des zooms (déjà 40 000 exemplaires épuisés en quelques semaines) est disponible dans toutes les Fnac.

# DÉFENSE

RÉDUISANT SA COMMANDE D'AVIONS JAGUAR

## L'Inde choisit le Mirage-2000 pour moderniser son armée de l'air

L'Inde a retenu l'aviation de combat Mirage-2000 pour moderniser son armée de l'air, et les emplacements de livraison sont actuellement l'objet de discussions entre le ministère indien de la défense et les principaux constructeurs de l'appareil, le groupe privé Dassault-Breguet et la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA), ex-France. Si le contrat est obtenu, l'Inde sera le premier client étranger de cet avion, qui pourra entrer en service à partir de 1983-1984.

Selon des informations de source indienne, la décision de choisir l'aviation française — de préférence à un concurrent indien — a été prise au plus haut niveau, après un examen très minutieux des caractéristiques et des performances du Mirage-2000 mené par les experts du ministère indien de la défense afin de répondre aux besoins de l'armée indienne pour la fin de cette décennie et le début des années 80. C'est en avril dernier, à Jervis (Bombay-du-Rhône), qu'une mission technique indienne, dirigée par le colonel Jagan, a été chargée de visiter les usines de l'Inde et de se familiariser avec la fabrication sur place du biplace de combat Jaguar.

### Sur place

Ce choix des autorités indiennes va probablement leur permettre de rendre en essence une partie du contrat — estimé à 3 500 millions de francs — conclu avec le Royaume-Uni pour la livraison et la fabrication sur place du biplace de combat Jaguar.

tuer aux Britanniques ces dix-huit avions pendant que British Aerospace livrerait quarante exemplaires, neufs, construits dans ses usines de Warton. Plus les ateliers Hindustan Aeronautics Limited (HAL) reprendraient, à partir de 1983, les éléments leur permettant d'assembler sur place une flotte de quarante-cinq avions supplémentaires et, éventuellement, des avions indiens seraient autorisés à construire sous licence de combat en escadre opérationnelle cinquante-cinq autres Jaguar.

Le Jaguar est, officiellement, un biplace d'appoint technique de conception franco-britannique. Deux sociétés françaises, Dassault-Breguet pour le cellule et Turbomeca pour le moteur, sont associées à cette fabrication et à raison de 50 % environ de la valeur globale de l'opération — sous la forme d'un accord de sous-traitance par lequel les entreprises britanniques achètent à la France les éléments entrant dans la composition de l'appareil.

Il est évident, dans ces conditions, que la société Dassault-Breguet préfère vendre à l'étranger le Mirage-2000, qui est de conception française à 100 %, plutôt que de ne recevoir que 50 % d'un marché en sous-traitance, comme le Jaguar est retenu (1).

### Offensive britannique

À la mi-avril, lors du passage à New-Delhi de Mme Thatcher, le premier ministre indien avait averti son homologue britannique du fait que l'Inde apprécierait à commander le Mirage-2000, au besoin en renonçant à acquiescer les ordres Jaguar dont la construction constituait les deux dernières étapes du plan élaboré avec Londres. Aussin, les Britanniques avaient offert aux Indiens de leur vendre le Tornado à un prix variable (2), un puissant biplace à quatre moteurs, capable de voler à Mach 2,5, et capable de porter une charge de 10 tonnes.

En l'état, ces discussions ont été interrompues par la décision de l'Inde, et l'Inde ne dispose que de peu d'informations sur le marché qui doit faire encore l'objet d'une approbation par le

nouveau gouvernement installé par M. François Mitterrand. Le mois dernier à Paris, M. Marek Dussault avait seulement confié qu'il pourrait être commandé cent cinquante avions par l'Inde.

Comme pour le Jaguar, il s'agit, à la fois, d'un avion de combat et d'un avion de soutien. L'entreprise indienne HAL a l'intention de ce qui est déjà réalisé avec des avions du Mirage-III comme la République sud-africaine la Suisse ou l'Australie. Les Mirage-2000 indiens seraient équipés du radar M-30 de la SNECMA et du nouveau radar RDM (Radar Doppler multifonctionnel). Mais, contrairement à certaines rumeurs, il est exclu que la France prête à l'Inde des intercepteurs de défense aérienne Mirage F-1 en attendant que le Mirage-2000 entre en escadre opérationnelle.

Lors des tractations préliminaires, les négociateurs indiens avaient émis le vœu que la France s'engage à ne pas livrer de Mirage-2000 au Pakistan, dans l'attente d'une commande de l'aviation par New-Delhi. Les tractations françaises ont répondu qu'il n'y avait pas d'obligation de telles clauses dans les contrats — parce qu'elles impliqueraient la souveraineté nationale du fournisseur — et qu'il ne demandait pas de visa, aux Indiens de s'engager de leur côté. À ne plus acheter de matériels soviétiques.

### Vingt ans après

Finalement, aucune de ces deux conditions n'est, pour l'instant, retenue. L'Inde a récemment reçu des MiG-23, voire des MiG-25, de Moscou. Pour sa part, le Pakistan est un client très important et de longue date des industriels français de l'aéronautique (3). L'Inde a récemment acheté au total quatre-vingt avions du Mirage-III dont certains ont été utilisés contre l'Inde en 1971) et ses techniciens assurent, en outre, des parts du Proche-Orient dans la mise en œuvre des matériels de guerre française — aéronautiques ou autres — que ces mêmes États ont commandés. Le Pakistan est, en outre, en discussion avec les États-Unis pour d'importantes achats d'armes.

مركز من راحل

# SPORTS

FOOTBALL

## Ipswich Town gagne la Coupe de l'U.E.F.A.

Battu en championnat par Aston Villa et éliminé de la « Cup » en demi-finale, le club anglais d'Ipswich Town a finalement remporté la Coupe de l'Union européenne de Football Association (U.E.F.A.) sur le score total de 5-4 à l'issue des matches aller et retour contre AZ'67 Alkmaar.

Les vainqueurs (3-0) au match aller disputé sur son terrain, Ipswich, ont eu pour adversaire un européen hors de portée des champions des Pays-Bas lorsque, à la quatrième minute de jeu, « l'âne » anglais a marqué d'un tir à 30 mètres des Anglais, sans qu'une douzaine d'Arvans Breque-Ald de l'Inde ait pu intervenir.

Après, l'Inde s'est tournée principalement vers deux autres fournisseurs : pour l'essentiel, l'Union soviétique et, dans une moindre mesure, la Grande-Bretagne qui lui a fourni deux avions de combat Hunter et Canberra d'un modèle déjà ancien. L'Inde dispose, toutefois, de quelques hélicoptères Alouette III et Lama d'origine française.

JACQUES SNARD.

## D'un sport à l'autre

CYCLISME. — Trois titres nationaux ont été décernés le 20 mai à Vittel, lors de la Fête du cyclisme de France professionnelle sur piste de l'Union française de cyclisme. Les vainqueurs sont : Patrick Bouchie, 25 ans, pour le titre de champion de France sur piste de l'Union française de cyclisme. Les vainqueurs sont : Patrick Bouchie, 25 ans, pour le titre de champion de France sur piste de l'Union française de cyclisme.

championnat ; mesures disciplinaires : la Fédération de jeu à Vittel, le président fédéral, M. Jean-Paul Verdu, a été élu président fédéral. Les vainqueurs sont : Patrick Bouchie, 25 ans, pour le titre de champion de France sur piste de l'Union française de cyclisme.

# FAITS DIVERS

● Décès à Rouen : trois morts, un blessé. — Trois personnes sont mortes et une gravement blessée, dans le nuit de mercredi 20 au jeudi 21 mai, au cours d'un incendie qui a ravagé un petit immeuble résidentiel de deux étages, rue Frédéric-Bastien (Jardin-Athlétique). Le feu s'est déclaré dans une épave de voiture et a gagné la cage d'escalier, empêchant les occupants d'évacuer l'immeuble.

JEU À VITTEL. — Annulation de la finale de la Coupe de France du 21 mai ; anciens sportifs de l'Union française de cyclisme. Les vainqueurs sont : Patrick Bouchie, 25 ans, pour le titre de champion de France sur piste de l'Union française de cyclisme.

TENNIS. — La cap des sélections de tennis de France sur terre battue de Rome doit être de 400 000 dollars à la fin du tournoi. Les vainqueurs sont : Patrick Bouchie, 25 ans, pour le titre de champion de France sur piste de l'Union française de cyclisme.

**Pedalez en danseuse étoile.**

Le dérailleur. Ce qu'il a de nouveau, c'est qu'on peut s'en servir.

Cette bicyclette s'appelle « Col de Cygne » de Motobecane. Sur elle, on est jolie, on se sent jolie et on reste jolie : un protège-chaîne pour protéger des rayons, un protège-chaîne pour protéger vos bas de pantalons (on n'a jamais vu de danseuse étoile avec des pinces à vélo).

Un avantage très moderne du « Col de Cygne », c'est le dérailleur tout nouveau, la manette fixée sur le guidon, à portée du doigt, permet de sélectionner vos vitesses, même à l'arrêt. C'est la fin des chaînes qui sautent et le début du plaisir de changer ses vitesses, même si l'on n'a pas l'habitude. Dans les côtes, ça aide vraiment. Son prix : 1128 F (Prix maximum conseillé au 1-4-81).

**CYCLES MOTOBECANE**

Le modernisme sur deux roues.

LA PRO

ÉVALUATION DES EFFECTIFS

de restr

dans son

L'ENOE

COMPTABILITÉ

TRANSPORT

PERSONNEL







## L'OBJECTIF DU « MOULIN VERT » A SUSCINIO (MORBIHAN)

au C.A.P., on envisage une formation F.P.A. (formation professionnelle des adultes). Le centre écrit au maximum de faibles salaires des jeunes pour leur faire signer des contrats dans le cadre d'un pacte pour l'emploi des jeunes. « Ils s'abandonnent pas à un emploi en fin de stage, et en définitive, on perd du temps ? » dit-il. « Non, bien sûr, des échecs. Des jeunes qui craquent et se cloachardisent ». D'autres qui ne peuvent travailler que dans un environnement protégé comme un C.A.T. (centre d'aide par le travail) ou

remise. Il en est sûr et son cœur  
saut. Aussi va-t-il vers le C.A.R.  
de demander avant l'été. Il y a  
de grandes risques qu'il n'ait pas  
la « théorie ». « Mais il aura  
pratique, ça, ça va sûr, dit-il  
M. Arbane. Et je garderai l'ap-  
pât pour qu'il a montré de quel  
niveau il est capable. Ça sera  
phonétique, et pourtant il  
lui a confié la responsabilité du  
magasin avec quatre millions de  
matériel. Tous les matras, c'est  
lui qui distribue les nécessaires  
aux ouvriers de pose qui portent  
les chemises. Il n'est pas un  
très et sonner sans difficulté ».

Des problèmes avec le français  
M. Arbane, dit-il, n'est pas un  
nouveau mari, deux enfants  
c'est un ancien du Moulin Vert.  
Pour lui, le plus dur a été de se  
retrouver tout seul après une  
formation F.F.A. postérieure

[illegible][illegible]

Dans votre vie, vous avez dû travailler jeune, et vous n'avez pas pu mener d'études. Dans votre entreprise, vous vouliez gravir les échelons, mais aujourd'hui vous êtes bloqués. Dans votre branche professionnelle, vous vous sentez au niveau, mais vous n'avez pas le diplôme.

La formation continue est faite pour vous. En s'appuyant sur votre expérience professionnelle, elle vous donne accès au Diplôme Universitaire de Technologie, le DUT, un diplôme universitaire reconnu sur le marché du travail.

L'UTP de Villetaneuse, Université de Paris-Nord, prépare à trois DUT : informatique, gestion option personnel, carrières juridiques et judiciaires.

4 - LA QUALITE DES LAITS CRUS EN ARGENTINE (Grignon, 12-13  
octobre 1981).

Les programmes vous seront envoyés sur demande en s'adressant  
l'Administration du C.E.P.I.L.,  
16, rue Claude-Bernard - 75231 PARIS Cedex 05.

35, boulevard de Strasbourg, 75010 Paris, Tél. 523.01.98 - 523.05.41

---

**"La lettre de gestion"**  
**ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT PAR CORRESPONDANCE**

sont possibles : une formation à temps complet en un an, ou une formation à temps partiel sur plusieurs années (tout en continuant à travailler). Pour le financement, si vous êtes salarié en activité, les frais de formation peuvent être pris en charge par votre entreprise et certaines exonérations sont prévues pour les demandeurs d'emploi.

**Inscription et renseignements**  
Session de novembre 1981  
Veuillez nous écrire  
Centre de Formation Continue  
IUT de Villetaneuse  
avenue J-B Clément  
93430 Villetaneuse  
Téléphone 821 61 70 poste 48 40  
826 90 48 (ligne directe)

LES CENTRES « VIVRE » ET « SUZANNE-MASSON »

## SOIXANTE-DOUZE CENTRES

### Un quart de demandes satisfaites

Certaines formations dites « pratiques » ne sont accessibles qu'après un stage de « découverte » ou un stage de « qualification ». Le délai entre l'orientation et l'inscription en formation peut atteindre sept ans, et certains centres sont « réservés » jusqu'en 1985.

Pendant toute la formation, les stagiaires sont rémunérés à 100 % de leur salaire antérieur ou, s'ils n'ont jamais travaillé, à 80 % du SMIC. En outre, ils reçoivent des indemnités destinées à couvrir les dépenses de la formation.

En France, la formation professionnelle des handicapés repose sur un nouveau dispositif, mis en place par la loi d'orientation de 1975, qui prévoit la création au niveau départemental de commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOP). Les COTOP déterminent la qualité de travailleur handicapé et soumettent le candidat à un examen psychotechnique d'une durée de trois à quatre heures, en présence d'un médecin, d'un assistant social, d'un psychologue du travail et d'un représentant de l'ANPE. C'est cette commission qui décide de l'orientation des travailleurs handicapés.

## Un premier tremplin pour la rééducation

A Paris, l'association Vivre toute d'intégrer des handicapés multiples, conciliant ainsi un double objectif : la rééducation professionnelle et la réinsertion sociale.

Pour répondre à ces objectifs, Vivre a dû créer un double dispositif : un centre de rééducation professionnelle d'Arcueil, qui forme 30 % de malades mentaux, et le centre de rééducation professionnelle d'Arcueil-Dumas, qui forme une population schizophrénique adulte (de dix-huit à cinquante ans) dite « stabilisée », mais qui relève encore souvent d'inséparables psychiatriques (hôpital de jour ou de nuit). Rien de moins que ce centre d'une école qualifiée, et il faut y passer plusieurs heures par semaine. Alexandre Dumas est de spécificité : un climat plus paisible qu'ailleurs et des conflits plus rares dans un monde où l'on se connaît. Ici, comme le déclare une stagiaire, « le plus

petit détail peut faire un drame ».

Le personnel est composé de huit moniteurs pour soixante stagiaires, d'un psychologue et d'un directeur pédagogique délégué par Arcueil. L'équipe tente de développer une pédagogie sociale tout en maintenant un cadre rigoureux : les stagiaires sont en formation continue, ils font leur stage au sein de leur entreprise, ils ont un niveau scolaire minimum tout en leur appartenant à se repérer dans le temps, l'espace, la société. Le degré de scolarisation est très varié, certains ont même suivi des cours à l'université, d'autres, comme Mme M., trente-huit ans, ont un long passé professionnel : « Autrefois, j'étais peintre, j'étais peintre, j'étais peintre », dit-elle, « mais j'ai dû m'arrêter à cause de ma maladie et, sur mon certificat, il est écrit : "incapable de travailler" ». A Arcueil, mon employeur m'a renvoyé, a

renouvellement du matériel sont une nécessité constante.

Actuellement, les dirigeants de Suzanne-Masson sont inquiets. En effet, deux de leurs formations pratiques menacent de disparaître : « Depuis quinze ans, déclare M. Hartmann, le directeur du centre, nous sommes sollicités pour des gens d'un niveau très faible, il s'agit soit de travailleurs immigrés, soit de personnes fortement handicapées, souvent à la suite de traumatismes crâniens. Les formations pratiques évitent des rejets sociaux et offrent une qualification. Elles peuvent servir de tremplin pour la préparation d'un diplôme de l'ANPE. On peut aussi envisager les stagiaires sous la présente loi, mais ce n'est pas la solution. Les stagiaires de 70 % des classes sont placés par nos soins. Cette pratique de placement est en effet légèrement inférieure à celle de l'ensemble des formations (85 %), mais ce déficit d'explication est dû à la fragilité des stagiaires qui par une certaine au niveau du marché de l'emploi.

### Rigidités administratives

Tous se plaignent de ne sentir « fichés » et, s'ils se considèrent comme malades (puisque suivis par un médecin), ils se voient avec horreur le terme de « handicapé ». « Moi, on m'a mis chez les fous, je suis malade, d'accord, mais je ne suis pas fou. » En outre, certains stagiaires ont de lourdes difficultés financières, notamment ceux qui dépendent de l'Aide sociale ou du Fonds national de solidarité. Les uns doivent reverser une partie de leur rémunération, les autres ne reçoivent que 80 à 100 % de leur salaire. Les stagiaires ont le droit de travailler à temps partiel, mais la plupart ne peut travailler que quelques heures par semaine. En outre, les stagiaires ont des difficultés financières, notamment ceux qui dépendent de l'Aide sociale ou du Fonds national de solidarité. Les uns doivent reverser une partie de leur rémunération, les autres ne reçoivent que 80 à 100 % de leur salaire. Les stagiaires ont le droit de travailler à temps partiel, mais la plupart ne peut travailler que quelques heures par semaine.

### Difficultés de financement

La menace invoquée par M. Hartmann provient de la direction du travail et de l'emploi de Paris, qui a déconvoqué les deux sections chômage pratique. Cette convention représente 4 % du budget du centre. L'enveloppe des crédits affectés à la formation des handicapés n'ayant pas augmenté depuis deux ans et ayant même subi, en 1981, une baisse de 3 %, on voit mal comment les subventions se maintiendront. Au cours d'une conférence de presse organisée le 21 février, M. Jean Hertzog, président de l'association, a souligné le besoin de rallier une politique d'austérité : « Plutôt que d'écarter des crédits supplémentaires en faveur des handicapés, le projet a choisi de supprimer des sections destinées aux plus démunis. Comme le secretariat à la formation professionnelle a décidé, il y a quelques mois, de ne plus donner son accord à des formations nouvelles, on peut craindre, à plus ou moins long terme, la fermeture de Suzanne-Masson et, avec lui, d'autres centres. »

Malgré l'alarmisme de M. Jean Hertzog, Suzanne-Masson envisage prochainement un nouveau centre de cent seize places à Vouziers, dans le Cher. Cependant, son développement s'inscrit dans les centres de rééducation professionnelle. Il s'agit d'un centre de formation de type « atelier », qui permettra de former des personnes souffrant de troubles mentaux, de la schizophrénie à l'autisme.

### LE B.T.S. TRADUCTEUR COMMERCIAL

Un diplôme apprécié des entreprises (anglais, allemand, espagnol, italien, russe).

LANGUES & AFFAIRES, établissement d'enseignement privé à diffusion ouverte, prépare par correspondance des traducteurs commerciaux. Cours sur 12 mois en moyenne. Stage obligatoire. Niveau européen. Diplôme reconnu par le ministère de l'Éducation nationale. Frais de formation : 100 000 F. Frais de matériel : 20 000 F. Frais de transport : 10 000 F. Frais de séjour : 10 000 F. Frais de repas : 10 000 F. Frais de logement : 10 000 F. Frais de chauffage : 10 000 F. Frais de téléphone : 10 000 F. Frais de courrier : 10 000 F. Frais de divers : 10 000 F. Frais de formation : 100 000 F. Frais de matériel : 20 000 F. Frais de transport : 10 000 F. Frais de séjour : 10 000 F. Frais de repas : 10 000 F. Frais de logement : 10 000 F. Frais de chauffage : 10 000 F. Frais de téléphone : 10 000 F. Frais de courrier : 10 000 F. Frais de divers : 10 000 F.

### Aux Etats-Unis

### L'EMPLOI D'ABORD

UNE étude menée aux Etats-Unis montre que l'emploi de personnes handicapées dans l'économie américaine s'accroît de 100 000 à 200 000 personnes par an. La rééducation est donc considérée comme une opération « rentable ». Si l'on passe, néanmoins, de la formation professionnelle à l'emploi, il y a des pays européens où, avec un succès limité, pour des systèmes similaires, les Etats-Unis, ont tenté de trouver l'emploi d'abord, la formation ensuite.

La Goodwill Industries of America, qui possède cent soixante centres de rééducation, établit ses programmes, les P.W.I. (Projects With Industries), en coordination avec les entreprises, les banques, les organisations patronales et les syndicats ouvriers. L'employeur détermine ses besoins et prend une « option » sur un certain nombre de stagiaires. C'est alors qu'il crée l'unité de formation qui comprendra parmi ses stagiaires des membres de l'entreprise offrant un emploi.

Des programmes de ce type sont lancés régulièrement dans tous les Etats. Dans 87 % des cas, ils aboutissent à un placement. En outre, la rééducation fait l'objet d'une véritable planification à un niveau local.

Un concept n'est-il pas obsolète ?

F. T.

### LA RELATION entre...

les hommes de l'entreprise et vos collaborateurs et vos clients

### Voulez-vous que nous en parlions ?

Cabinet SLODZIN  
Tél. : (03) 80 76 74  
63, chemin du vignoble  
63300 NICE

### ANGLAIS - AMÉRICAIN

Tous niveaux  
Stages agréés  
(21 heures, 45 heures, 1 an)  
de JUIN à SEPTEMBRE  
séminaires intensifs  
(3 à 6 heures par jour)  
Anglais courant  
Sessions commerciales  
Révisions scolaires

OTREY LANGUES, Institut privé,  
Tous Ambiens - BOULOGNE  
Métro Pont de St-Etienne  
Téléphone : 88 60 60

### FORMATION PERMANENTE

## Le Monde

dossiers et documents

CHACQUE MOIS DES INFORMATIONS COMPLÈTES ET PRÉCISES SUR DES SUJETS ESSENTIELS

UNE DOCUMENTATION QUE VOUS GARDEREZ ET QUE VOUS CONSULTEREZ

Pour recevoir régulièrement cette publication, ABONNEZ-VOUS

Un tarif dégressif est proposé pour les abonnements groupés expédiés à une même adresse. Nous consulter.

### Le Monde

BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI je m'abonne au Monde dossiers et documents et je vous joins la somme de 40 F (étranger 51 F).

NOM .....  
PRÉNOM .....  
ADRESSE .....  
CODE POSTAL ..... VILLE .....

Envoyez votre règlement à : LE MONDE, Promotion Abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex.



UN SEJOUR chez les CHEPUNNEUX

de fin de JUNE à OCTOBRE

STAGES

de poterie, modelage, peinture, dessin, photo, techniques de l'impression, typographie, reliure, couture, etc.

Des stages de 10 à 20 jours et matériels compris.

Stages intensifs.

Service de téléphonie aux stagiaires.

« La Boîte » 1810 AVENUE, Tél. : (03) 21 10 10

AGRE PROMOFAP

### INSTITUT D'ETUDE

DES RELATIONS INTERNATIONALES

(établissement privé d'enseignement supérieur)

12, rue de la République - 93000 PARIS

Fondé en 1942, l'Institut donne une formation de caractère juridique et économique aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se perfectionner.

L'Institut organise également, durant l'année universitaire, un cycle d'études supérieures de l'économie et du commerce international.

Reçoit aux étudiants titulaires d'un diplôme du baccalauréat ou supérieur à la licence les personnes déjà employées dans la vie professionnelle et les personnes désireuses de se perfectionner.

Le cycle d'études supérieures de l'économie et du commerce international est assuré par des professeurs qualifiés et des professeurs titulaires.

Secrétariat ouvert tous les jours (sauf le samedi) de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h. Tél. : 296 41 41.



### Gestion Informatique

Duquesne

## G.I.D. FORMATION

- L'avenir de nos sociétés occidentales dépend d'une bonne gestion.
- L'INFORMATIQUE est un élément fondamental.
- Apprenez-vous pour l'avenir en préparant les carrières qui s'y consacrent.
- STAGES DE G.I.D. ADAPTES AUX REELS BESOINS DES AFFAIRES PRATIQUES PAR LE GROUPE DUQUESNE SUR LA LONGUE EXPERIENCE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.

CENTRE 1 : 1, rue Turenne, PARIS.  
CENTRE II : 12, boulevard Honoré-Reynaud, PARIS. Tél. : 79-23-43.



مركز من لامل

FORMATION PROFESSIONNELLE  
FORMATION  
à rééducation

## DES HANDICAPÉS

### Sauvés «in extremis»

«NON à la mise en chômage des handicapés...» La plus touchée par cette mesure : la section de chômage électronique qui forme quarante-huit personnes par an. Les sections day et études sont, elles, préservées. Les ressources financières du centre proviennent en effet, d'une part de la Sécurité sociale, qui rembourse, comme pour les indigents, les frais de formation, et d'autre part, de la préfecture de Paris.

7 avril. Les responsables du centre apprennent par une lettre de la préfecture de Paris que «le volume des crédits pour la formation continue» impose

de «réserver au financement certaines actions prioritaires». La plus touchée par cette mesure : la section de chômage électronique qui forme quarante-huit personnes par an. Les sections day et études sont, elles, préservées. Les ressources financières du centre proviennent en effet, d'une part de la Sécurité sociale, qui rembourse, comme pour les indigents, les frais de formation, et d'autre part, de la préfecture de Paris.

pression des allocations versées par le Fonds national de l'emploi aux stagiaires en formation. Plus de convention, donc plus de stagiaires et plus de prix de journée. Conséquences financières d'abord : le centre est amené du quart de ses recettes ; humaines ensuite : cinquante handicapés sont ainsi privés de rééducation professionnelle, souvent la seule possibilité pour ces handicapés de travailler, pour la plupart souffrant du tétanos et, surtout, aux jambes, le mal de cadavre, qui les rendent en état d'usage des mains seules. Et puis c'est très important psychologiquement : «ils ont l'impression de rester dans la cour», souligne M. Pajade.

Fortet a insisté tout un. Alger, il a été cofuteur maçon pendant plus de dix-huit ans dans le département. Un jour, il est tombé de son échafaudage. Aujourd'hui, il marche difficilement. Mais c'est, lorsqu'il a appris la nouvelle, il est allé distribuer des centaines de lettres à la mairie de Belleville. «Pour les prochains ans, nous aurons, car moi, je termine en juin».

Tracts, manifestations, plus de deux mille pétitions, intervention de conseillers municipaux et de députés : la pression a réussi à faire voter la préfecture de Paris... entre les deux tours de l'élection présidentielle.

### POINT DE VUE

## Répondre aux vraies questions

par CLAUDE WILQUIN (\*)

Les responsables politiques sont régulièrement accusés de ne s'intéresser aux problèmes que des handicapés qu'en période électorale, car ces derniers constituent une «clientèle» importante. N'est-ce pas un rétrograde à Strasbourg, de quelle manière hypothèque peuvent se comporter certaines responsables politiques en cours du congrès consacré aux handicapés ? Présente au début du congrès afin de se faire «révéler» par les médias, la se sont défilés dans les rues les handicapés ont commenté et que la couverture de presse fut jugée insuffisante.

Les questions que nous posent aujourd'hui les associations de handicapés ou de parents de handicapés sont, au niveau national, les mêmes que celles que l'Association française des handicapés pose au niveau de la municipalité. Elles sont : 1. Pourquoi le gouvernement ne planifie-t-il pas, dans la loi n° 105 de 1975, dite loi d'orientation en faveur des handicapés, et l'autre relative aux institutions sociales et médico-éducatives.

Mais cette dernière est insuffisante lorsque la volonté politique de rendre efficace une loi n'est pas la preuve en a été donnée par l'application et le retard de l'application des décisions d'application.

L'action sociale et du montant des moyens financiers qui nous accablent. Quels crédits pour la prévention, le dépistage, l'information, l'éducation, les services collectifs et familiaux, les moyens de transport, l'hébergement, des handicapés ? Considérons que la priorité doit être donnée à cette action ? C'est le choix des associations et la raison de leur engagement :

**L'EMPLOI D'ABORD**  
**FORMATION PERMANENTE**  
L'école et les défis technologiques...  
Seconde, première et terminale : ce qui va changer... Les métiers de la statistique... Les séjours linguistiques pour apprendre l'anglais...  
Le point sur la formation en alternance...  
Que vont devenir les étudiants... Informations pratiques : sachez comment vous documenter... Formation continue : trois usages, de la formation... La nouvelle politique universitaire... L'informatique à l'école...

— Donner un revenu décent ; nous proposons 90% du SMIC, dans un premier temps, à l'ensemble des personnes handicapées qui ne peuvent travailler ;  
— Mettre une action précise en faveur des trois mille handicapés aptes au travail, et qui sont sous-employés ou chômeurs, tant dans le secteur public que dans le secteur privé ;  
— Assurer la prise en charge de la formation professionnelle et le développement des structures de travail ;  
— Intégrer les handicapés, tant dans le système éducatif que dans le monde du travail ordinaire.

Volonté que les questions à résoudre en priorité. Tout cela nécessite des moyens financiers importants, la mise en place d'éducateurs, d'aides ménagères, familles à l'école ne doit pas se contenter de bonnes intentions, mais assurer ses responsabilités en prenant les décisions financières nécessaires et en assurant une meilleure coordination entre les différents services et institutions.

Bien entendu, une amélioration de la condition financière et des moyens mis à la disposition des handicapés ne saurait suffire à les rendre heureux. Il faut également procéder à leur intégration dans la vie de tous les jours, les loisirs, les transports, l'éducation. A ce niveau, l'action des collectivités locales est primordiale, et la responsabilité des élus locaux est plus importante.

**FORMATION**  
Une publication qui analyse, chaque mois, tous les problèmes d'éducation scolaire et universitaire d'orientation et de formation. Des conseils, des dossiers.  
En vente chez tous les marchands de journaux : 8 F.

Si vous êtes :  
- 21 ans minimum  
- un niveau licence ou BTS-DUT commerce international ou (au moins 5 années d'expérience de commerce international)  
- une bonne maîtrise de l'anglais, de l'allemand ou de l'espagnol  
Vous serez :  
**ATTACHEMENT COMMERCIAL EXPORT**  
Centre d'Etudes de la Distribution et des Services (CESDS 2)  
Début Octobre 81 à la fin Juin 82  
Stage agréé et rémunéré par l'Etat  
Rue Bagatelle et Rue de Valenciennes  
L.C.F. BASTIEN DE LAFFEMAS  
VALVINS 77210 AVON - Tél. (16-6) 422.49.50

Pour votre Promotion personnelle, ou au titre de la Formation Permanente,  
**SESSIONS INTENSIVES D'ANGLAIS pour adultes**  
**AU RICHARD ENGLISH LANGUAGE COLLEGE**  
à Bournemouth (GB)  
• Enseignement audio-oral, reconnu officiellement par le Ministère Anglais de l'Éducation.  
• Professeurs jeunes, diplômés, spécialistes dans l'enseignement de leur langue aux étrangers.  
• Travail sérieux, dans une ambiance sympathique, pour la réalisation de projets dans un temps limité.  
École anglaise de l'Organisation Scolaire Franco-Britannique  
43, rue de Provence - 75009 PARIS  
**O.S.F.B. Tel. 526.63.47**

**Ecole Nationale de la Santé Publique**  
L'Ecole Nationale de la Santé Publique est un établissement public national relevant du Ministère de la Santé et de la Sécurité Sociale. Elle est chargée de la formation et du perfectionnement des personnels d'encadrement de l'Étude des collectivités et établissements sanitaires et privés qui concourent à la protection sanitaire et sociale de la population : médecins, pharmaciens, personnels paramédicaux du santé publique, ingénieurs et techniciens supérieurs de santé publique, inspecteurs des affaires sanitaires et sociales, directeurs d'établissements sociaux, et directeurs d'hôpitaux.  
Sa mission a été élargie aux personnes de nationalité étrangère désireuses d'acquiescer et d'apprendre des connaissances dans toutes les disciplines de santé publique et d'administration sanitaire et sociale.

**cacem** formation continue  
Le Centre d'actualisation des Connaissances et de l'Étude des Matériaux Industriels créé par le CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS avec le concours de plusieurs Grandes Écoles propose :  
• des stages de perfectionnement dans le domaine des matériaux industriels : métaux, plastiques, verre, céramique, ciment...  
• des stages de spécialisation concernant le contrôle des matériaux  
Conseils divers - Contrôle non destructif (niveau III COFREND)  
• un stage de préparation à la certification officielle CAMARI (Certificat d'Aptitude à Manipuler les Appareils de Radiographie et de Radioscopie Industrielle).  
• des stages d'initiation et de formation à :  
**l'assurance de la qualité**  
CACEM - CNAM - 2, rue Cuvier 75005 PARIS - Tél. 271.34.14, poste 449

**ATELIERS DES 3 SOLEILS**  
Centre de formation agréé pour la formation professionnelle et continue  
**STAGES D'ÉTÉ**  
ATELIERS D'EXPRESSION ART ET ARTISANAT  
par cycles d'une semaine de juillet à septembre à la campagne.  
Inscriptions au siège de l'association (voir 1981)  
73, rue Eugène-Pons, 93004 ST-DENIS (7) 609-54-39

**EN JUILLET**  
**PAISSEZ DEUX SEMAINES EN ANGLETERRE**  
(Stage réservé aux adultes non-étudiants)  
De 20 à 31 juillet 1981  
5 heures de cours par jour. Cours par groupe de 12 personnes maximum. Contribution et scolarité des frais et orfres. Utilisation de la presse écrite et télévisée. Discussions - Conférences - Contacts divers. Possibilité de prise en charge par l'employeur ou titre de la formation professionnelle continue.  
Renseignements et inscriptions :  
Université d'Études de l'Éducation CONTINER  
R.P. 52 - 20040 Gisors (Eure) Tél. (16-37) 44-22-15, poste 285.

**CENTRE NON FORMALISÉ D'ACTUALISATION EN CHIMIE ORGANIQUE**  
**cemaco**  
ENSEM, 4, rue de l'École-Normale, 93075 Montreuil Cedex Tél. (01) 49-30-11  
**SPECTROMÉTRIE DE MASSE**  
Dates : 1 et 2 juillet 1981  
Frais d'inscription : 1 500 francs (repaire de midi compris). Responsables scientifiques : professeurs J.-L. AUDONARD (U.S.T.C.) et CRISTALOGRAFIE  
Dates : 3 et 4 septembre 1981  
Frais d'inscription : 1 500 francs (repaire de midi compris). Responsables scientifiques : professeurs BOQUET (Toulon) et CHENET (U.S.T.C.).  
**UTILISATION DU RAIN 13 C**  
Dates : 1 et 2 septembre 1981  
Frais d'inscription : 1 500 francs (repaire de midi compris). Responsables scientifiques : professeurs CHENET (U.S.T.C.) et FIGUEROA (R.A.S.).

**Choisissez votre carrière en fonction de l'évolution du monde économique**  
Ce monde aura besoin de cadres préparés :  
• à la gestion des entreprises  
• à la gestion commerciale  
• aux techniques internationales du commerce  
• à l'organisation des voyages d'affaires ou de loisir.  
L'IDFAC vous propose un enseignement capable de vous rendre très rapidement opérationnels.  
**3 ANS D'ÉTUDES (+ 1 année préparatoire pour les non-bacheliers)**  
- préparation en 2 ans aux diplômes d'État  
- BTS Action commerciale  
- BTS Commerce international  
- BTS Tourisme  
- En TROISIÈME ANNÉE, formation à la GESTION D'ENTREPRISE : une THÈSE sanctionne la fin des études à l'IDFAC. Stages d'une durée totale de 8 mois.  
Placement assuré par les « Anciens Elèves » et par le Service « Carrières » de l'école.  
Toute l'année : mai, juin, juillet.  
Sans frais d'inscription, sans frais de scolarité.  
719, rue d'Alsace, 93000 NOUVELLE (Tél. 46.15)  
Demandes à l'IDFAC : 1, rue de la République, 93000 NOUVELLE (Tél. 46.15)

**UNIVERSITÉ PIERRE ET MARIE CURIE (PARIS 6)**  
**STAGES DE FORMATION PROFESSIONNELLE**  
**DIPLOMES PRÉPARÉS EN FORMATION PERMANENTE**  
**STAGES INTER-ENTREPRISES**  
• Informatique et micro-informatique  
• Statistique, économétrie, données  
• Traitement du signal  
• Électronique des systèmes  
• Électronique des systèmes  
• Automatique  
• Chimie (initiation, synthèse organique et minérale, électrochimie, électrochimie analytique, électrochimie)  
• Biologie - Toxicologie  
**STAGES INTRA-ENTREPRISES**  
à la demande  
dans les domaines scientifiques et technologiques  
**FORMATION INDIVIDUELLE**  
dans les domaines de recherche pour les cas particuliers  
Renseignements et documentation : U.P.M.C. (Paris 6) Formation Permanente  
4, place Jussieu 75230 Paris Cedex 05 - Tél : 633.10.32 (ligne directe)

















# FLASH SPÉCIAL IMMOBILIER

**OUVERTURE DU HAMEAU TÊMOIN**



## La Boissière

à Chevry  
*Le prestige de l'Ouest.*

Des maisons-jardins où les détails font le raffinement avec golf et forêt pour voisins.



Prêts conventionnés

Visite des maisons décorées tous les jours de 10 h à 19 h. Route de Frileuse 91190 Gif-sur-Yvette week-ends et jours fériés compris. Tél. 012.10.31

Accès : par l'axe d'Orléans A8, sortie Courtabœuf, par l'axe de Sures P18, sortie les Ulis

**Les Nouveaux Constructeurs**  
des maisons pour mieux vivre

### CLAMART

(à proximité immédiate du Bois)

#### « Résidence Louvois »

1, rue du Sud  
2-3-4 p. avec loggia  
ou jardins privés.

Livraison septembre 81.

### BOULOGNE

(métro Marcel Sembat)

#### « Résidence Séverine »

128-131, rue du  
Vieux-Port-de-Sures  
studio à 4 p. avec loggia  
ou jardins privés  
(2 duplex)

Livraison 2 trimestre '82

Renseignements : COPRA 682-15-15

de 14 h. à 18 h.

du mercredi au dimanche

505-13-50.

## LA FONTAINE REBEVAL

Boulevard de la Villette Paris 19<sup>e</sup>.



Pour les "Nouveaux Parisiens" amoureux de leur vieille ville.

Un quartier très vivant et commerçant, proche des Buttes-Chaumont.

Un immeuble de "haut de gamme" avec terrasses, bow-windows et balcons. 85 appartements grand standing, du 2 pièces de 42 m<sup>2</sup> au 5 pièces de 112 m<sup>2</sup>.

Bureau de vente: angle boulevard de la Villette / rue Rebeval 75019. Ouvert lundi, jeudi, vendredi de 14 h à 19 h - samedi et dimanche de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h. Tél.: 005-29.52.

Il vous reste une documentation "La Fontaine Rebeval".

**GAPRI**  
La solution de l'achat de l'immobilier.  
4, Place René-Dumont Paris 19<sup>e</sup>  
Tél.: 321-4753

### CASTELAS DE SAINTE-CROIX

à la sortie des Gorges du Verdon.

Au bord du lac de Sainte-Croix, pêche, sports aquatiques, voile, pique-nique, et loisirs infinis.

Des maisons, du studio au T.V. avec terrasses ombrées et soleil. Vente de boutiques dans le village.



RIP - 42 rue Fagnin 13006 Marseille - Tél. 011-51.41.10  
Bureau de vente sur place: CD 111-04560 Sainte-Croix du Verdon  
Tél. 023.74.57.87 (sauf mercredi)

### 53460 "les arcs sur argens"

**DOMAINES DES RIVIÈRES**

10 états de style personnel dans un domaine de 35 ha

Prix fermes et définitifs

À la recherche d'habitat personnel

15, rue de la République  
06100 Antibes - Tél. 047.56.77.50

### la grande mette

mette du couchant

petite résidence en bordure de plage

du studio cabine 2, 3, 4 p. - villas

appartement livré avec sur place tout le confort

copra le triangle 34 montpellier tél. (07) 58.52.58

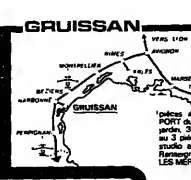
### COTE D'AZUR FICHER CENTRAL DE LA CONSTRUCTION

Organisme créé pour vous documenter sur toutes les constructions existantes de la COTE D'AZUR. Visite des immeubles. Documentation personnalisée sur demande.

FICHER CENTRAL DE LA CONSTRUCTION  
11, rue de Rivoli, 66000 Nice, tél.: (93) 88-68-24.

### URBIPLAN

36, rue Turenne 69006 Lyon  
tel 071.89.12.25



Desse recevoir une documentation sans engagement sur le programme GRUISSAN

M. 21-6

### copra

le triangle 34 montpellier

### Le Domaine ATRIUM

dans une plaine de sable et de pin

containing avec piscine et tennis

MAISONS DU PAYS DE 3, 4 ET 5 PIÈCES (terrasses - patio - terrain privé)

copra le triangle 34 montpellier tél. (04) 58.52.58

### EN FRONT DE MER

sur emplacements privilégiés nous proposons à

• CABOURG - et à DEAILVILLE-BERNEVILLE

superbe terrain grand standing, studio, 2 et 3 pièces dans très beaux immeubles en construction. Prix de lancement. Autres emplacements privilégiés à DEAILVILLE et dans sa région. Livraison immédiate.

8066FRANCE  
13, bd de Courcelles, 75008 Paris, tél.: (11) 581-02-48.  
A. Desvignes, ouvert le week-end: 42, rue Desiré-le-Hoc, 14200 Deauville, tél.: (151) 89-91-15.

## ANTIBES

### VOTRE APPARTEMENT 279.000F\* AU LIEU DE 372.000F\*

Pleine propriété. Pas d'apport personnel. Et pendant 9/10 ans: pas de charges, 6 semaines de vacances par an dont 4 d'été. Soins d'échange mer montagne. (À partir de. Et vous devez ajouter le mobilier 18.000 F HT).

**PIERRE & VACANCES**

Merci de m'envoyer des informations complémentaires

Nom: \_\_\_\_\_ Tél: \_\_\_\_\_

Profession: \_\_\_\_\_ Tél. dir: \_\_\_\_\_

Adresse: Pierre et Vacances, 54, avenue Marceau, 75008 Paris. Tél. 720.70.87

### StemAXIME

A 50m DE LA MER

CÔTE D'AZUR les Terrasses du Soleil



L'unique de parking pour chaque appartement. Appartements entièrement équipés.

Des renseignements sur StemAXIME, l'adresse la C.I.T. L'union France 23, 4, rue de la République, 92100 Nanterre.

Nom: \_\_\_\_\_ Adresse: \_\_\_\_\_

Pour tous renseignements concernant cette rubrique RÉGIE-PRESSE N° P. BALAGUER 233-44-21

### BRETAGNE SUD :

5 Programmes de Résidences secondaires en Loire Atlantique...

☐ Batz/Mer ☐ Préfailles

☐ La Turballe ☐ Pornic

☐ Carheil

1er CONSTRUCTEUR DÉPARTEMENTAL  
rue de Vannes, Le Lézard 44500 MAILLEVE  
Tél. 1400 89.32.44

### AVEC 5 % SEULEMENT INVESTISSEZ EN MONTAGNE

ORCIÈRES-MERLETTE (05)

300 jours de soleil par an - As pied des remontées mécaniques

**APPARTEMENTS STANDING**

CONSEILS, DOCUMENTATION ET VENTE

**LOGINTER - ALPES**  
05500 SAINT-BONNET, Tél.: 16 (92) 55-05-40.  
Adaptez l'achat d'une résidence secondaire à vos besoins.











